

Tendance
CLAIRE

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et Révolutionnaire

1936-39

1 €
2 € soutien

La révolution

espagnole



Introduction

Dans l'historiographie bourgeoise, il n'y a tout simplement pas de « révolution espagnole ». Les convulsions qui ont frappé l'Espagne dans les années trente s'y résument pour l'essentiel à une guerre civile présentée comme l'affrontement entre deux camps, les « Républicains » et les « Franquistes ». Le premier objet de cette série d'articles est de faire voir que la guerre civile déclenchée par le « pronunciamiento » (coup d'État militaire) du 18 juillet 1936 n'est que l'aboutissement de l'intense lutte de classes développée dans les années précédentes.

Dans l'imaginaire de nombreux militants anticapitalistes, la révolution espagnole passe pour une geste généreuse et émancipatrice ayant

connu malheureusement une fin tragique. La réalité est que l'enchaînement des victoires et des défaites du prolétariat espagnol doit très peu à la malchance ou la fatalité : c'est tout d'abord la trahison éhontée des intérêts de la révolution par les stalinien et les sociaux-démocrates, puis la faillite complète des dirigeants anarchistes pour opposer à ces trahisons conscientes une stratégie et une politique révolutionnaires cohérentes, qui expliquent la défaite de la révolution espagnole ; s'y ajoute l'impuissance centriste du POUM qui, malgré tout son dévouement subjectif à la révolution et ses phrases révolutionnaires, n'a cessé de capituler devant les chefs de la CNT, eux-mêmes capitulant pas à pas devant les sociaux-démocrates et les stali-

niens...

C'est dans le feu des grandes convulsions que les discussions programmatiques se révèlent ne pas être des arguties portant sur des mots et des virgules, mais des débats dans lesquels est impliqué le sort de millions d'hommes. C'est précisément sous cet angle que nous revenons l'orientation défendue par Trotsky sur la révolution espagnole. C'est une source d'inspiration pour penser une politique révolutionnaire aujourd'hui et elle permet de réfléchir aux obstacles rencontrés dans la construction d'une section espagnole de l'Opposition de Gauche de la IIIe Internationale, puis du mouvement pour la IVe Internationale

Tendance CLAIRE,

15 septembre 2009

PARTIE I : 1930-1933

Le contexte

Un des maillons les plus faibles du capitalisme européen

À l'aube de la crise capitaliste mondiale des années 1930, l'Espagne est encore un pays capitaliste économiquement arriéré. La paysannerie y représente 70% de la population active, l'agriculture emploie des moyens techniques rudimentaires et son rendement à l'hectare est le plus bas d'Europe. La concentration de la propriété foncière est importante : 50 000 grands et moyens propriétaires possèdent 50% des terres. En face, il existe non seulement de nombreux petits propriétaires, des petits fermiers et métayers, mais surtout un

vaste prolétariat agricole, concentré dans le sud du pays. L'Église dispose d'un poids considérable dans la société : elle est presque le plus grand propriétaire foncier, permettant aux grands ecclésiastiques d'accumuler des fortunes, et elle domine la quasi-totalité de l'enseignement.

Le capital étranger a une place notable dans l'économie espagnole, jouant un rôle important dans les secteurs rentables (mines, énergie, textile, chantiers navals...). La bourgeoisie proprement espagnole, venue tardivement au monde, en butte au poids des anciennes classes dominantes (propriétaires fonciers, noblesse...) et aux puissants capitaux impérialistes, est

organiquement faible. C'est pour quoi, depuis le XIXe siècle, l'armée dominée par la caste des officiers issus des anciennes classes dominantes occupe une place de premier plan dans la vie politique, rythmée par les *pronunciamientos* (coups d'État militaires).

Cette arriération relative, expression du développement inégal et combiné du capitalisme, est aussi la raison pour laquelle l'unification nationale n'a pas été achevée, le pays restant morcelé entre diverses provinces à forte volonté autonomiste, voire séparatiste, en particulier le Pays Basque et la Catalogne. Le nombre de prolétaires de l'industrie, des transports et des services, disséminé en de nombreuses

petites et moyennes entreprises, s'élève à environ 1,5 million.

Un mouvement ouvrier dominé par la CNT et le PSOE

Déjà en 1917, dans la foulée de la révolution russe, ce prolétariat relativement important et cette immense masse paysanne se sont soulevés contre le gouvernement, avec simultanément une grève générale des ouvriers, des soulèvements de paysans pauvres et des mouvements séparatistes.

Le mouvement ouvrier est puissant, dominé par deux organisations. D'un côté, la CNT (Confédération Nationale du Travail), fondée en 1910 à l'initiative de la CGT française — à une époque où les syndicalistes révolutionnaires la dominaient encore —, est devenue en peu de temps une centrale syndicale nombreuse, dominée par

l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire, mais attirée et influencée par le bolchevisme sous l'impact de l'audace révolutionnaire ayant permis la victoire d'Octobre. C'est pourquoi la CNT devient sympathisante de la IIIe Internationale (Internationale Communiste) et devient membre de l'ISR (Internationale Syndicale Rouge, branche syndicale de l'IC) jusqu'à la répression de l'insurrection de Cronstadt en mars 1921. Pendant cette période, quelques importants dirigeants de la CNT sont gagnés au communisme, notamment deux instituteurs, Andres Nin, secrétaire confédéral de la CNT, qui devient le secrétaire international de l'ISR, et Joaquin Maurin.

De l'autre côté, le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et sa centrale syndicale, l'UGT (Union Générale des Travailleurs), qui regroupe beaucoup de salariés agri-

coles, constituent un puissant pôle réformiste. En effet, lors de la scission entre réformistes et révolutionnaires suite à la création de la IIIe Internationale, l'écrasante majorité des dirigeants et militants restent au PSOE et le PCE (Parti Communiste Espagnol) naît rachitique (il ne compte que 800 militants début 1931).



Tendance CLAIRE,
15 septembre 2009

PARTIE I : 1930-1933

De la stabilisation capitaliste à la crise : de la dictature à sa chute

Après la période de crises révolutionnaires aiguës de l'après-guerre (entre 1917 et 1923), le capitalisme s'est stabilisé pour un temps. Le fascisme a écrasé le mouvement ouvrier en Italie en 1922, la révolution allemande a été dé faite en 1923, la grève générale anglaise a été trahie par la bureaucratie syndicale avec la complicité de la direction de l'IC aux mains de Staline-Boukharine en 1926, la révolution chinoise a été écrasée en 1927 par la Kuomintang, principalement en raison de la politique stalino-boukharinienne de subordination à la bourgeoisie nationale chinoise... Ajouté à la reprise économique due à la reconstruction et

notamment au bond de l'économie américaine, cela donne au capitalisme un moment de respiration et permet une époque de forte prospérité.

En Espagne aussi le mouvement reflue avant d'avoir trouvé le chemin de la révolution, mais en se combinant avec une combativité importante de l'avant-garde : les classes dominantes répondent aux craintes nées de cette agitation par l'instauration d'une dictature en 1923, dont le chef est Primo de Rivera. La période 1923-1930 est marquée par la suppression des garanties constitutionnelles, la répression brutale du mouvement ouvrier (y compris par des organisa-

tions militaires para-étatiques, les « pistoleros » du ministre de l'Intérieur Martinez Anido), la révocation de conseillers municipaux et de fonctionnaires, l'attaque contre les conditions de travail et la journée de 8h et une pénétration accrue du capital impérialiste. C'est un frein au développement des organisations ouvrières les plus combatives, notamment de la CNT et du PCE, tandis que le PSOE et l'UGT, qui collaborent avec la dictature, se développent. Le chef de l'UGT et du PSOE, le vieux syndicaliste réformiste Largo Caballero, est conseiller d'État.

Mais la crise économique mondiale, qui éclate en octobre 1929

aux États-Unis et s'étend peu à peu au monde entier, va ouvrir la voie à une nouvelle ascension de la lutte des classes, débouchant sur des situations révolutionnaires. Ce sont ces convulsions mondiales qui vont les premières venir ébranler la dictature instaurée en 1923 et les équilibres anciens.



L'effondrement de la monarchie sans intervention directe du prolétariat et de la paysannerie (1930-1931)

La crise se réfracte dans le mécontentement qui se manifeste d'abord au sein des classes dominantes. Le dictateur, Primo de Rivera, devient impopulaire. Pour préserver la monarchie, le roi Alphonse XIII décide de le congédier (janvier 1930) et le remplace par le général Berenguer. Mais les protestations grandissent, avec à leur tête les étudiants. Le roi remplace alors Berenguer par l'amiral Aznar. En décembre 1930, une tentative de *pronunciamiento* « républicain » échoue, mais c'est un nouveau symptôme de l'usure du régime. Les ouvriers commencent à se joindre aux manifestations. Afin de donner une nouvelle légitimité à un régime fragilisé, le roi choisit d'organiser des élections municipales en avril 1931. Or, à la surprise générale, la participation est massive et la victoire des « républicains » écrasante, surtout dans les villes. La petite-bourgeoisie et le prolétariat ont voté contre la monarchie. Les hautes sphères de la bourgeoisie exigent le départ d'Alphonse XIII, qui finit par s'y résoudre dans l'intérêt des classes dominantes.

L'orientation de Trotsky face au début de la révolution espagnole

Fraîchement expulsé d'URSS, Trotsky, reclus à Prinkipo (au large de la Turquie), suit de près la situation espagnole. Dès le début de 1930, il estime que le profond mouvement de masses qui commence à se manifester marque le début de la révolution espagnole, car il ne peut aboutir sans renversement de la bourgeoisie. Avant même de disposer d'une section dans le pays et en s'appuyant simplement sur la lecture de livres et de la presse, Trotsky commence à élaborer une orientation pour l'Opposition de Gauche Internationale, qui est une fraction de l'IC, quoique l'écrasante majorité de ses membres aient d'ores et déjà été exclus de leur PC respectif.

L'analyse du capitalisme espagnol et des rapports entre les classes

Trotsky part d'une analyse générale du pays, de sa place dans le capitalisme mondial, des particularités qui en découlent, des classes sociales et de leur rôle, du régime politique. Il essaye ensuite de dégager les grandes lignes de l'évolution politique à venir. Il s'efforce de définir, du point de vue stratégique de la révolution prolétarienne, la politique adaptée à chaque étape du développement de la révolution.

C'est sous cet angle qu'il aborde la chute de la dictature et le mécontentement contre la monarchie. Selon lui, on peut ainsi résumer la première étape : « La dictature de Primo de Rivera est tombée toute seule sans révolution. *En d'autres termes, cette première étape est le résultat des maladies de la vieille société et non des forces révolutionnaires d'une société nouvelle. Ce n'est pas par hasard. Le régime de la dictature, qui ne se justifiait plus, aux yeux des classes bourgeoises, par la nécessité d'écraser immédiatement les masses révolutionnaires, représentait en même temps un obstacle aux besoins de la bourgeoisie dans le domaine économique, financier, politique et culturel. Mais la bourgeoisie a évité la lutte jusqu'au bout : elle a laissé la dictature pourrir et tomber comme un fruit gâté.* » (« Les tâches des communistes en Espagne », lettre à *Contra la Corriente*, 25 mai 1930.)

La monarchie ne tombe pas tout de suite, car la bourgeoisie continue de la soutenir. Elle ne veut pas engager le combat, car elle craint que le prolétariat ne soit amené à se mobiliser et par là stimulé à lutter pour ses propres revendications de classe. C'est là une nouvelle vérification de la théorie de la *révolution permanente* élaborée par Trotsky dès 1905-06. Mais en même temps, pour empêcher même la petite-bourgeoisie de se mobiliser de façon autonome contre la monarchie et pour se la subordonner, la bourgeoisie se déclare « républicaine », ce qui ne l'engage à rien en pratique. Cependant, « *lorsque la bourgeoisie refuse consciemment et obstinément de résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise et que le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent le devant de la scène* » (*ibid.*, 25 mai 1930). C'est de fait ce qui arrive

en Espagne, ouvrant la voie aux premiers pas d'un processus révolutionnaire. C'est pourquoi, quand les ouvriers se mettent à participer aux mobilisations contre Berenguer, Trotsky les y encourage chaleureusement, tout en les invitant à le faire sous leur propre drapeau.

Importance des mots d'ordre démocratiques et théorie de la révolution permanente

La place considérable de la paysannerie dans la population et l'absence d'expérience de la démocratie bourgeoise dans un pays qui n'a connu qu'un an de République entre 1873 et 1874, font selon Trotsky que les mots d'ordre démocratiques doivent occuper le premier plan pendant la première étape de la révolution. Il souligne que les communistes révolutionnaires doivent en premier lieu revendiquer le suffrage universel pour les hommes et les femmes, dès 18 ans. Mais les mots d'ordre démocratiques ne se réduisent pas à des exigences de démocratie politique formelle. Ils incluent notamment une réforme agraire pour la répartition des terres, ce qui suppose l'expropriation des grands propriétaires fonciers : or, au contraire de la bourgeoisie française qui a fait sa révolution quand le prolétariat commençait à peine à se former, la bourgeoisie espagnole ne peut pas accomplir cette tâche, car elle suppose un combat violent avec les anciennes classes dominantes, combat très dangereux dans un contexte où elle doit déjà faire face à un prolétariat relativement important et bien organisé. Un tel programme démocratique implique bien sûr l'expropriation de l'Église et la séparation de l'Église et de l'État que, pour les mêmes raisons, la bourgeoisie ne peut mener à son terme.

Dans un pays morcelé, le combat pour les revendications démocratiques englobe aussi celui pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à commencer par les peuples directement colonisés, mais aussi pour les différents peuples constituant l'État espagnol. Trotsky souligne que le prolétariat doit dire qu'il défendra ce droit y compris par la révolution, mais qu'il doit en même temps lutter implacablement contre le séparatisme bourgeois et petit-bourgeois, pour l'unité de la classe ouvrière d'Espagne ; en fait, il est même impossible de lutter sérieusement contre le séparatisme bourgeois et petit-bourgeois sans combattre pour le droit à l'autodétermination.

Enfin, ce programme démocratique est couronné par l'armement des ouvriers et des paysans : c'est en effet la seule garantie réelle pour que les mesures démocratiques soient respectées, car ce ne sont pas une constitution et des lois qui peuvent assurer même le simple respect des libertés formelles.

Réponses de Trotsky aux critiques ultra-gauches

On pourrait objecter à Trotsky : mettre en avant des mots d'ordre démocratiques, n'est-ce pas de l'opportunisme ? N'est-il pas évident que, sous la monarchie ou sous la république bourgeoise, c'est toujours la bourgeoisie qui domine ? C'est en gros la critique du PCE, puisque l'IC se trouve dans sa fameuse « troisième période », c'est-à-dire une ligne ultra-gauche où elle dénonce tous les autres partis comme fascistes avec quelques nuances : fascistes purs, sociaux-fascistes, etc. Le PCE stalinien défend une orientation qui oppose simplement la « dictature du prolétariat » à la « dictature du capital », fait de l'agitation abstraite

pour les « soviets », etc. Mais c'est aussi parfois le fond de critiques anarchistes : la direction de la CNT se distingue notamment par sa dénonciation de la politique en général comme bourgeoise.

Trotsky répond à plusieurs niveaux. Il explique tout d'abord que le problème politique de la révolution est le suivant : pour conquérir réellement le pouvoir, le prolétariat doit construire son hégémonie politique, c'est-à-dire regrouper toutes les couches opprimées autour de lui, en particulier la petite paysannerie qui constitue l'écrasante majorité de la population. La condition pour y parvenir est de mettre en avant des mots d'ordre qui intéressent ces couches sociales et de leur montrer que la bourgeoisie ne veut pas satisfaire ces aspirations, car le faire, ce serait stimuler la lutte de classe du prolétariat ; bref, il s'agit ici de séparer la petite-bourgeoisie de la bourgeoisie. Rester passif sur ce terrain, c'est faciliter le travail de la bourgeoisie, qui n'a dès lors aucune difficulté à séparer la petite-bourgeoisie du prolétariat et de la bercer de paroles démocratiques.

Trotsky souligne ensuite qu'il ne faut évidemment pas se limiter aux mots d'ordre démocratiques nus, mais les combiner avec des mots d'ordre ouvriers. Dans un pays où il n'existe presque aucune conquête sociale, même élémentaire, il faut se battre pour un programme radical de législation sociale, comprenant l'assurance-chômage, le report des charges fiscales sur les classes possédantes, l'enseignement général et gratuit, autant de revendications qui « ne dépassent pas le cadre de la société bourgeoise » (« La lutte pour le redressement du PCE », in Trotsky, *La révolution espagnole (1930-1940)*, préface, présentation et notes de Pierre Broué, Éd. de Minuit, 1975, p. 72). En même temps, il faut com-

mencer à lancer des mots d'ordre transitoires, comme la nationalisation des chemins de fer et des banques, ainsi que le contrôle ouvrier sur l'industrie. Enfin, il ne s'agit évidemment pas de renoncer aux mots d'ordre socialistes : ceux-ci doivent continuer à être mis en avant, même s'ils gardent globalement à ce stade un caractère propagandiste. L'orientation vers les soviets doit être mise en avant sous une forme concrète, en relation avec le mouvement réel, par exemple sous la forme de « comités de grève puissants ».

Mais on pourrait encore objecter à Trotsky : n'est-il pas absurde de mélanger des mots d'ordre de différents niveaux ? Voilà ce qu'il répondait : « *Seuls des pédants voient une contradiction dans l'association de mots d'ordre démocratiques, de mots d'ordre transitoires et de mots d'ordre nettement socialistes. Un tel programme combiné, qui reflète la construction contradictoire de la société historique, découle inéluctablement de la diversité des tâches léguées par le passé. Rame-ner toutes les contradictions et toutes les tâches à un seul dénominateur : la dictature du prolétariat, est absolument indispensable, mais tout à fait insuffisant. Même si l'on fait un pas en avant en posant l'hypothèse que l'avant-garde prolétarienne s'est déjà rendu compte que seule la dictature du prolétariat peut sauver l'Espagne de la décomposition, la tâche préliminaire — le rassemblement autour de l'avant-garde de couches hétérogènes de la classe ouvrière et des masses travailleuses encore plus hétérogènes de la campagne — reste encore posée dans toute son ampleur. Opposer le mot d'ordre cru de la dictature du prolétariat aux tâches historiques qui poussent aujourd'hui les masses sur la voie de l'insurrection, signifierait remplacer la compréhension marxiste de la révolution sociale par une compréhension bakou-*

ninienne. Ce serait la meilleure façon de perdre la révolution. » (Ibid., p. 72.)

Quelle attitude adopter face aux élections aux Cortès ?

Le problème de l'attitude face aux élections est également un problème classique du marxisme. Les débuts de la révolution espagnole fournissent un riche matériau de réflexion en ce sens. Lorsque le gouvernement de Berenguer, nommé par Alphonse XIII, annonce des élections à des Cortès (Assemblée Nationale), Trotsky conseille à ses partisans espagnols d'appeler au boycott. Selon lui, d'une part, la convocation de ces élections est pour le régime une façon d'essayer de se maintenir en mettant en place une assemblée privée de tout pouvoir ; d'autre part, le niveau de mobilisation étudiante et ouvrière met à l'ordre du jour un combat pour renverser monarchie de façon révolutionnaire.

Cependant, comme les partis bourgeois d'opposition appellent tous au boycott, le problème se pose à nouveau : de quelle façon être à l'avant-garde du combat contre la monarchie, sans se subordonner à la bourgeoisie ? Sur quels mots d'ordre boycotter ? Selon Trotsky, à une échelle de masse, on ne peut pas se contenter de dire : le parlement ne vaut rien, seuls les soviets nous vont. En effet, à ce stade de développement de la révolution espagnole, qui vient à peine de commencer, les masses paysannes ne peuvent suivre le prolétariat que sur des mots d'ordre démocratiques. En même temps, il faut insister sur le fait qu'il s'agit d'imposer de véritables changements, que la bourgeoisie est incapable de réaliser le programme démocratique bourgeois élémentaire, car elle refuse l'affrontement avec les vieilles classes dominantes.

Pour cela, il faut que les Cortès soient constituantes. Mais, comme le pouvoir ne peut pas convoquer de telles Cortès, la lutte pour la Constituante suppose la mobilisation et l'auto-organisations des ouvriers et des paysans sur cette ligne.

Enfin, quand les partis bourgeois d'opposition reprennent le mot d'ordre de Cortès constituantes, Trotsky dit que l'on peut exprimer synthétiquement la différence de contenu et de méthode entre les communistes et les diverses variantes bourgeoises en précisant : pour des Cortès Constituantes *révolutionnaires*.

Mais le même Trotsky défend une tactique de participation aux élections des Cortès Constituantes convoquées en juin 1931 par le pouvoir républicain suite au départ d'Alphonse XIII après les municipales d'avril. En effet, il estime que, en l'absence de soviets et dans la mesure où les républicains bourgeois ont la confiance des masses, les ouvriers et les paysans ne peuvent pas aller directement au communisme sans faire un tant soit peu l'expérience du parlementarisme bourgeois. La politique juste doit viser à accélérer cette expérience. Trotsky maintient le mot d'ordre de « Cortès Constituantes Révolutionnaires », avec l'objectif de faire comprendre aux masses ouvrières et paysannes que le changement de régime, le passage de la monarchie à la République, n'est pour la bourgeoisie qu'une façon de maintenir sa domination de classe sous une autre forme, alors que les communistes, quant à eux, veulent s'attaquer à la racine de l'exploitation et de l'oppression.

Bref, Trotsky rejette aussi bien le crétinisme parlementaire des réformistes que le crétinisme antiparlementaire des anarcho-syndicalistes.

Un programme sans une organisation est impuissant : le combat pour construire une section espagnole de l'Opposition de gauche

Un programme politique juste est une condition absolument nécessaire de tout succès. Mais il n'est rien sans une organisation pour le porter et l'insérer dans la classe ouvrière industrielle, chez les ouvriers agricoles et les petits paysans, c'est-à-dire pour le transformer en une force matérielle. De ce point de vue, Trotsky ne cesse de souligner, durant ces premiers pas de la révolution, le retard des facteurs subjectifs (partis et syndicats) par rapport aux tâches posées par la situation (« La lutte pour le redressement du PCE », *ibid.*, p. 74). Selon lui, la persistance de ce retard pourrait avoir des conséquences catastrophiques.

La vague de grèves spontanées sans perspective politique claire est impuissante à résoudre le problème de la prise de pouvoir. Si l'absence de perspective politique se prolonge, il y a un risque de retombée de l'activité des masses et par conséquent de tentations aventuristes et putschistes dans l'avant-garde, comme substituts à la mo-

bilisation des masses en recul. Or le PSOE et l'UGT ne veulent pas remettre en cause la propriété privée des moyens de production, ni la grande propriété foncière, et n'offrent donc aucune perspective indépendante au prolétariat.

Quant à la CNT, qui est une organisation combative regroupant le meilleur du prolétariat, elle n'a pas de politique révolutionnaire : refusant de définir une politique prolétarienne par refus de la politique en général, elle se trouve inévitablement à la remorque de politiques bourgeoises. Elle participe ainsi comme observatrice à la conférence de Saint-Sébastien qui regroupe républicains et socialistes et se prononce pour la République. Elle apporte son soutien au *pronunciamiento* « républicain » de Jaca en décembre 1930, déclenché par deux officiers, sans définir la moindre orientation indépendante des républicains bourgeois pour la classe ouvrière. Aux élections, jusqu'en 1933, alors que ses militants et sympathisants votent en masse pour les républicains ou les socialistes, elle ne combat pas les illusions envers eux et leur régime bourgeois.

Cependant, pour Trotsky, il

n'en faut pas moins renforcer la CNT en tant qu'organisation ouvrière combative de masse et lutter pour gagner au bolchevisme une fraction significative de ses militants. C'est l'une des tâches essentielles pour les militants espagnols de l'Opposition de Gauche, pour construire un parti. Car Trotsky, en fusionnant avec le bolchevisme, a tiré le bilan de son spontanisme de jeunesse et sait que c'est la clé du succès... Il martèle : « *La solution victorieuse de toutes ces tâches exige trois conditions : un parti, encore un parti et toujours un parti* » (« La révolution espagnole et les dangers qui la menacent », *ibid.*, p. 80).



Tendance CLAIRE,

15 septembre 2009

PARTIE I : 1930-1933

La République « sociale » (1931-1933)

Un premier gouvernement de front populaire

Les républicains de toutes nuances et les socialistes remportent une large victoire aux élections aux Cortès de juin 1931. Est mis en place un gouvernement de front populaire, c'est-à-dire un gouvernement dominé par les républicains et auquel les socialistes

acceptent de participer dans les limites imposées par la défense de la propriété privée, contribuant à légitimer ce gouvernement aux yeux des travailleurs de la ville et de la campagne. Indalecio Prieto, homme d'affaires basque, dirigeant du PSOE, est ministre des Finances, et Largo Caballero, dirigeant du PSOE et secrétaire général de l'UGT, ministre du Travail. Mais ce gouvernement va se révé-

ler très vite fragile, car il est soumis à des pressions de classes contradictoires.

Caballero, sous la pression de la puissante fédération UGT des travailleurs agricoles, prend plusieurs décrets réalisant des réformes minimales : interdiction de la saisie des petites propriétés hypothéquées, autorisation aux communes de contraindre les grands propriétaires fonciers à mettre en culture

les domaines laissés en friche, extension de la législation sur les accidents du travail aux ouvriers agricoles. Mais la loi sur la réforme agraire ne s'attaque pas fondamentalement aux intérêts des propriétaires fonciers : tout en proclamant la possibilité de l'expropriation des *latifundios* (grandes propriétés), elle la subordonne à l'indemnisation des propriétaires; or l'Institut de la réforme agraire ne reçoit que des crédits misérables. Ces mesures provoquent l'indignation des propriétaires fonciers, mais sont considérées comme très insuffisantes par les travailleurs.

De même, comme le prévoyait Trotsky, la question religieuse met vite le feu au poudre. Le prolétariat et le petit peuple réagissent violemment aux provocations de l'Église et des congrégations contre la République : des dizaines de couvents et d'églises sont incendiés et pillés. L'adoption d'un article sur la séparation de l'Église et de l'État et contre les congrégations provoque le départ des catholiques du gouvernement. Chaque camp menace de recourir à la force. Les affrontements sont violents. Azaña, un républicain « de gauche », très anticlérical, devient chef du gouvernement.

Enfin, la crise, la montée du chômage, la flambée des prix provoquent une forte agitation ouvrière, violemment réprimée par la police du gouvernement de front populaire. Quand la CNT lance une grève à la Telefonica, l'UGT dénonce les méthodes de la CNT et l'accuse d'avoir recours à la violence de ses *pistoleros* (hommes de main). Face à la répression policière, la CNT lance le mot d'ordre de grève générale à Séville. Bilan : 30 morts, 200 blessés. Tout au long de la période du premier gouvernement républicain, répressif contre le mouvement ouvrier, les heurts se multiplient, mais restent générale-

ment des explosions isolées.

Globalement, l'accroissement des contradictions entre les classes fait que les conflits sont de plus en plus difficiles à régler dans le cadre du gouvernement et du Parlement. La coalition entre républicains et socialistes finit par exploser. Le président, Alcala Zamora, dissout les Cortes. Des élections sont prévues pour novembre 1933...

L'évolution de la CNT

La CNT compte 1,2 million d'adhérents, soit autant que l'UGT, mais ce sont presque exclusivement des ouvriers de l'industrie et des services, ce qui en fait de loin la première organisation ouvrière. Elle est hégémonique en Catalogne, très puissante à Séville, et en Aragon, solide dans les Asturies et au Levant. La FAI (Fédération Anarchiste Ibérique), créée en 1927, en a pris le contrôle. Elle y impose sa conception du communisme libertaire et sa méthode pour y arriver, celle de l'insurrection armée menée par une poignée de militants. Diverses tentatives en ce sens ont lieu au cours des années 1932-33 (au Haut-Llobregat, à Tarrasa, etc.), donnant lieu à d'apparents « succès »... en fait aussitôt écrasés par la police et l'armée. Mais la CNT n'en est pas moins la seule organisation ouvrière de masse à combattre sans relâche la politique du patronat et du gouvernement. En 1933, c'est son appel à la grève générale à Séville qui fait échouer une tentative de *pronunciamiento* lancée par le général Sanjurjo. C'est aussi tout logiquement la première organisation frappée par la répression gouvernementale, qui se durcit de mois en mois.

Comme l'avait prévu Trotsky, la CNT commence à se diviser en différents courants sous la pression de la lutte des classes. Sur la droite, Angel Pestaña constitue un courant réformiste, qui est ex-

clu de la CNT à l'initiative de la FAI, et fonde les « syndicats d'opposition ». Mais la FAI elle-même tend à se diviser entre anarchistes purs et ceux que l'on appelle les « anarcho-bolcheviks », qui posent le problème, refusé par les anarchistes, de la prise du pouvoir politique.

L'évolution du PCE et de sa fédération catalano-baléare

Le PCE est divisé en de multiples fédérations plus ou moins indépendantes. Le noyau central stalinien, PCE officiel, grandit quelque peu malgré sa politique complètement gauchiste et sectaire, à contre-courant des développements de la lutte des classes. Il dénonce tout autant le PSOE, qualifié de « social-fasciste », que la CNT, traitée d'« anarcho-fasciste »; il se prononce pour « tout le pouvoir aux soviets » tout de suite; il cherche à scissionner quelques syndicats de la CNT, puis lance une nouvelle centrale, la CGT, sous couvert d'un comité pour l'unité syndicale.

La Fédération catalano-baléare du PCE, dirigée par Maurin, est globalement proche des positions des boukhariniens. Elle ne se prononce pas contre la politique de la bureaucratie soviétique, se bornant à critiquer ses méthodes, et refuse de défendre l'Opposition de Gauche contre ses calomnieux staliens. Elle se justifie en prétextant qu'il s'agirait d'événements spécifiquement russes, alors que cette politique impulsée dans tous les pays conduit partout aux mêmes catastrophes, aussi bien à l'époque du programme droitier rédigé par Boukharine du temps de l'alliance Staline-Boukharine contre l'Opposition Unifiée (programme adopté par le Ve Congrès de l'IC en 1928), qu'après le tournant ultra-gauche amorcé ensuite. Elle refuse en conséquence de me-

ner un combat de fraction pour la direction du PCE. Cette logique la conduit à se développer peu à peu comme une organisation autonome. Sur la question nationale, elle prend une position séparatiste

pour la Catalogne, s'adaptant manifestement à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie catalanes. Enfin, elle fusionne avec le parti communiste de Catalogne (l'un des nombreux groupes issus de la division

chronique du PCE) pour former le « Bloc ouvrier et paysan » en 1931.

Tendance CLAIRE,

15 septembre 2009

PARTIE II : 1933-1936

Les problèmes de construction de l'Opposition de Gauche en Espagne

La chute de la monarchie et l'irruption des masses sur la scène politique marquent selon Trotsky le début de la révolution espagnole : elle ne peut se finir qu'avec la conquête du pouvoir par le prolétariat ou l'écrasement des ouvriers sous les bottes du fascisme. Or, la politique du PSOE et de l'UGT réformiste, ainsi que celle de la CNT dirigée par la FAI rendent la mobilisation des ouvriers impuissante, soit en la canalisant dans le cadre du système, soit en la laissant exploser dans des actions dispersées aussi spectaculaires qu'inefficaces. La politique du petit PCE stalinien, dans sa période ultragauche, n'est pas moins une impasse. Sans parti révolutionnaire, le prolétariat espagnol risque d'être conduit à la catastrophe. C'est pourquoi la construction d'une section espagnole de l'Opposition de Gauche apparaît à Trotsky et l'ensemble de l'Opposition de Gauche Internationale comme une priorité de leur activité au début des années 30.

L'opposition de gauche espagnole (OGE) est fondée par des militants en exil en Belgique et au Luxembourg en février 1930. Andres Nin, ancien secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge, proche de Trotsky, arrive à Barcelone en septembre 1930. L'OGE est immédiatement victime de la répression policière. Mais son principal problème, c'est de fixer une orientation politique et d'élaborer des tactiques de construction adaptées. Sur plusieurs points clés, des désaccords apparaissent entre Trotsky et les dirigeants de l'OGE, à commencer par Nin.

constituer en fraction politique ?

Sur la base de l'expérience de la vague révolutionnaire d'après-guerre (révolution russe, révolution allemande, etc), Trotsky pense que les masses ne se tourneront pas immédiatement vers le communisme, mais plutôt d'abord vers « le parti du radicalisme petit-bourgeois, c'est-à-dire en premier lieu le parti socialiste, surtout son aile gauche, dans l'esprit par exemple, des Indépendants allemands au cours de la révolution de 1918-19 » (« Les tâches des communistes en Espagne », 25 mai 1930). Cela n'ôte bien sûr rien à la nécessité d'avancer tout de suite dans la construction d'une organisation. Pour Trotsky, l'Opposition de Gauche doit se constituer en fraction politique, disposant d'un journal, d'une revue théorique et d'un bulletin intérieur, incarnant dans sa politique le drapeau du communisme. Nin tergiverse : il objecte que les oppositionnels espagnols sont peu nombreux, qu'il leur faut avant tout se lier aux masses et qu'il faudrait peut-être dans un premier temps travailler dans une organisation plus large, comme la fédération catalano-baléaire du PC, dirigée par son vieil ami Maurin. Trotsky rétorque que la constitution comme fraction politique est au contraire « la condition nécessaire et urgente de l'entrée de ses militants dans d'autres organisations », partis et syndicats (Lettre à Nin du 31 janvier 1931). Mais Nin soutient que, les ouvriers espagnols étant très arriérés, il faut d'abord les convaincre du communisme en général. Trotsky s'in-

digne : le « communisme en général » est une abstraction ; il faut tout de suite expliquer aux ouvriers les positions spécifiques de l'Opposition de Gauche, les différences essentielles avec la politique de la direction de l'IC tenue par la bureaucratie soviétique et les raisons pour lesquelles les trotskystes sont pour l'unification des différents groupes communistes espagnols en un seul parti, où le droit de tendance et de fraction serait reconnu et appliqué.

Faut-il lutter pour le redressement du PCE ?

En effet, jusqu'en 1933, les trotskystes constituent une Opposition de Gauche au sein de l'IC, qu'ils visent à redresser, même s'ils ont été déjà exclus des PC dans la plupart des pays. Mais la situation particulière en Espagne pousse les dirigeants de l'OGE à ne pas vouloir appliquer cette orientation. En effet, le PCE compte environ 800 militants en 1931, éclatés en de multiples groupes et n'a guère d'influence dans le mouvement ouvrier. Mener une politique d'opposition à la direction de ce parti semble aux trotskystes espagnols une perte de temps. Trotsky combat en vain cette vision caractérisée par son étroitesse nationale et son manque de vue à moyen terme. D'une part, même s'il est encore faible, le PCE est potentiellement une grande force en raison de son appartenance à l'IC : il jouit du prestige de la révolution d'Octobre auprès des ouvriers et du soutien matériel d'un État. D'autre part, si l'orientation stalinienne de ce parti n'est pas combattue et vaincue politiquement, elle risque de se ren-

Est-il nécessaire de se

forcer sous la pression de la situation et de constituer à une étape ultérieure un obstacle sérieux à la construction d'un parti révolutionnaire. Enfin, la faiblesse des staliens en Espagne offre aux trotskystes une occasion unique de faire la preuve vivante de la faillite de politique stalinienne et de gagner un bastion pour redresser l'IC.

Quels rapports établir avec l'organisation stalinienne de Maurin ?

L'OGE, qui se donne le nom de Gauche Communiste Espagnole (ICE), s'oriente vers la constitution d'une organisation autonome, tout en lorgnant vers la fédération catalano-baléare du PCE, puis le Bloc Ouvrier et Paysan (BOP). C'est là un nouveau sujet de désaccords. Nin tend à minimiser les divergences politiques avec l'organisa-

tion de Maurin. À l'opposé, Trotsky souligne le confusionnisme de ce dernier sur des points cruciaux. Maurin refuse de prendre position sur l'URSS et d'attribuer à la direction stalinienne la responsabilité des défaites subies en Chine, en Angleterre et ailleurs. D'ailleurs sa théorie de la révolution pour l'Espagne n'est pas sans rappeler celle de l'IC stalinisée pour les pays dominés. Selon lui, en raison des particularités de l'Espagne, la révolution sera économique, politique, religieuse et « nationale » : il rejette donc la perspective de la « dictature du prolétariat » et lui oppose une « révolution démocratique ». Par conséquent, il attribue un rôle révolutionnaire à la petite-bourgeoisie républicaine. Enfin, il repousse la perspective des soviets, inadaptes selon lui à l'Espagne, où les syndicats pourraient

les remplacer, car ils organisent une grande partie des travailleurs. Nin compte sur la critique fraternelle pour faire évoluer son vieil ami Maurin. Trotsky répond que l'on peut tout à fait être fraternel, mais qu'il faut afficher la politique de l'Opposition de Gauche, ne pas la laisser confondre avec celle de Maurin et critiquer clairement toutes les confusions et les oscillations de ce dernier. Les illusions de Nin se heurtent au refus brutal du Bloc de les admettre en son sein. Malgré tout, la ICE progresse significativement et compte 1000 militants en mars 1932 (3^e conférence). Cependant, selon Trotsky, cela s'explique entièrement par la situation révolutionnaire et non par la politique de la direction.

Tendance CLAIRE,

15 septembre 2009

PARTIE II : 1933-1936

La République réactionnaire (1933-1936)

Le tournant de l'année 1933 est à la fois le produit des développements internationaux et espagnols. Comme conséquence du refus obstiné par la direction de l'IC d'une politique de Front Unique Ouvrier contre le fascisme, Hitler arrive au pouvoir sans combat en janvier 1933 et écrase bientôt tout le mouvement ouvrier. En Espagne, l'impasse du gouvernement républicain tend à accroître la polarisation entre les classes. Des groupes fascistes commencent à se constituer, comme la Phalange et la JONS. À l'opposé, notamment à l'initiative de la ICE, une Alliance ouvrière est constituée en Catalogne, cadre de front unique ouvrier, regroupant le BOP de Maurin, l'UGT, le PSOE, les syndicats d'Opposition, l'Union des Rabassaires et l'ICE.

Si elle peut constituer un modèle, elle reste largement impuissante en Catalogne en raison du refus de la CNT, principale organisation de la province, d'y participer. La coalition entre républicains et socialistes finit par voler en éclat. Le président, Alcala Zamora, dissout les Cortes. Des élections sont convoquées pour novembre 1933.

Les élections de novembre 1933 et l'offensive réactionnaire

Comme l'avait prévu Trotsky, les JS, le PSOE et l'UGT ont beaucoup grossi et sont donc la caisse de résonance des contradictions sociales et politiques. Face à la mai-gré des résultats obtenus par la participation et au caractère anti-ouvrier du gouvernement de coa-

lition, un courant de gauche se forme dans le PSOE, les JS et l'UGT contre l'alliance avec les bourgeois républicains. De façon surprenante, c'est Largo Caballero, le vieux réformiste collaborateur, qui en prend la tête. Selon Nin, Caballero tient pendant la campagne électorale que le PSOE mène sous son propre drapeau « *un langage purement communiste, allant même jusqu'à préconiser la dictature du prolétariat* ». La CNT, quant à elle, répond à la déception des masses par la politique impuissante d'une grande campagne de boycottage, où elle oppose la voie révolutionnaire à la voie parlementaire et dénonce sans relâche les partis politiques incapables et traîtres. Ce discours trouve un grand écho parmi les ouvriers floués et réprimés par

ce gouvernement qu'ils avaient cru un instant être le leur. L'abstention est massive, atteignant 32% en moyenne, avec des pointes à 40% ou 45% dans les bastions de la CNT (Barcelone, Séville, l'Aragon, etc). La droite remporte les élections et le PSOE est laminé, car la loi électorale favorise les grandes coalitions. Complément inévitable de sa politique de boycottage stérile, la CNT déclenche à contretemps une non moins impuissante insurrection armée en Aragon et dans la Rioja contre l'arrivée au pouvoir de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie, qui est rapidement écrasée par l'armée.

Pour la bourgeoisie de droite victorieuse, les élections ne sont que la première étape d'une contre-attaque visant à « sauver l'Espagne », c'est-à-dire restaurer un ordre bourgeois stable et le pouvoir de l'Église, en allant si nécessaire jusqu'au coup d'État et à l'écrasement total du mouvement ouvrier, comme en Allemagne. Le premier parti aux Cortes est la Confédération Espagnole des Droites Autonomes (CEDA) de Gil Robles, inspiré par la hiérarchie de l'Église. Et même si le nouveau gouvernement dirigé par Lerroux ne comprend pas de représentants de la droite, il applique déjà une politique de réaction : subventions massives à l'Église, rationnement des écoles publiques, recrutement en masse dans la police, remise en cause de l'autonomie de la Catalogne, amnisties des militaires putschistes, soutien du pouvoir aux actions des groupes fascistes contre les locaux et la presse des organisations ouvrières, etc. Face à cette offensive réactionnaire, les ouvriers ressentent le besoin d'unir leurs rangs. L'agitation de l'OGE pour le front unique trouve un écho important. Caballero se prononce en faveur de l'extension des alliances ouvrières sur le modèle de la Catalogne, ce qui est fait à Madrid grâce

au poids de l'UGT. Si la direction nationale de la CNT s'y refuse toujours avec des arguments peu différents de ceux des stalinien pendant la période « ultra-gauche » de l'IC, la CNT des Asturies s'y rallie. Dans cette dernière province, la CNT et l'UGT signent un pacte dont la base est « *l'acceptation de la démocratie ouvrière révolutionnaire, c'est-à-dire la volonté de la majorité du prolétariat, en tant que dénominateur commun et facteur décisif du nouvel ordre de choses* ».

L'ICE face au tournant de la situation politique

Comme en toute période de crise intense de la société capitaliste, la situation politique mondiale et espagnole évolue de façon brusque. Trotsky en tire rapidement des conclusions sur l'orientation et la tactique de construction. Suite à l'arrivée d'Hitler au pouvoir et à l'absence de réaction au sein de l'IC devant la trahison du PC allemand, il conclut que l'IC est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, c'est-à-dire est devenue irredressable. C'est pourquoi l'Opposition de Gauche devient Mouvement pour la IVe Internationale. Mais les événements tragiques d'Allemagne provoquent aussi un mouvement dans les masses elles-mêmes. Des courants de gauche significatifs apparaissent dans tous les partis sociaux-démocrates, en particulier dans leurs organisations de jeunesse, comme en Autriche, en France, en Espagne. Cette évolution atteint même les chefs sociaux-démocrates qui tendent à gauchir leur politique, car ils comprennent qu'à défaut de lutter contre le fascisme, ils risquent eux-mêmes d'être éliminés par ce dernier. Réciproquement, l'avant-garde autrefois attirée par les PC, tend à s'en détourner. Enfin, dans les masses, l'aspiration au Front Unique grandit. C'est pourquoi Trotsky préconise aux petits

groupes de propagande que sont les sections d'Opposition de Gauche d'entrer avec leur programme et leurs idées dans les partis sociaux-démocrates pour se lier au courant de gauche, qu'il juge « centristes », les féconder et les gagner au trotskysme.

En Espagne, ce phénomène est particulièrement vif. La direction des JS développe spontanément des positions vers une IVe Internationale : « *Je crois que la Iie et la IIe Internationale sont virtuellement mortes ; il est mort le socialisme réformiste, démocratique et parlementaire qu'incarnait la Iie Internationale ; il est mort aussi ce socialisme révolutionnaire de la IIIe Internationale qui recevait de Moscou ses ordres et tournants pour le monde entier. Je suis convaincu que doit naître une IVe Internationale qui fonde les deux premières, prenant à l'une la tactique révolutionnaire, à l'autre le principe de l'autonomie nationale* » (L. Araquistain). L'organe des JS de Madrid, *Renovacion*, qualifie les trotskystes comme « *les meilleurs théoriciens et les meilleurs révolutionnaires d'Espagne* » et leur demande d'entrer aux JS et au PSOE. La direction de l'IGE refuse sous prétexte que cela équivaldrait à une capitulation devant la social-démocratie. Trotsky répond que les organisations du Mouvement pour la IVe Internationale sont trop faibles pour jouer un rôle indépendant dans les événements et que l'on ne renonce donc à rien à condition de continuer à défendre clairement sa politique. Tout au contraire, c'est une façon d'entrer en contact étroit avec des dizaines de milliers d'ouvriers évoluant vers la gauche. Et c'est la seule façon d'empêcher que les stalinien ne parviennent à mettre la main sur ce courant évoluant à gauche.

PARTIE II : 1933-1936

L'Octobre asturien

La crise éclate quand, à l'automne 1934, la CEDA, premier parti au Cortès, exige la majorité dans le gouvernement. Le PSOE, sous l'influence de Caballero, décide de résister. L'UGT appelle à la grève générale contre le gouvernement de la CEDA. Contrairement à ce que pensaient les doctrinaires, l'évolution du PSOE et l'UGT n'était pas seulement verbale. À l'opposé, la CNT reste passive. Mais la manière dont le PSOE conduit cette grève générale montre également aux optimistes béats que les chefs de la gauche social-démocrate ne sont pas pour autant devenus des révolutionnaires.

À Barcelone, malgré la non participation de la CNT, la grève générale est au début assez bien suivie. Mais les chefs du BOP et de l'ICE estiment qu'ils ne peuvent rien sans la CNT. Ils cherchent donc vite un « compromis » illusoire et la grève s'effiloche. À Madrid le PSOE, l'UGT et la JS, forces dominantes, appellent à une grève générale, qui est massivement suivie. Mais ils veulent s'en tenir à une démonstration pacifique. Lorsque le gouvernement s'en rend compte, il passe à la répression. Ce n'est qu'aux Asturies, où le Front Unique Ouvrier a été réalisée que la grève générale est complète et se transforme en une insurrection révolutionnaire armée : les ouvriers du PSOE, de l'UGT, de la CNT, de l'ICE, constituent des milices, attaquent par surprise la police, occupent les principales villes et les villages, prennent possession des principaux édifices, confisquent les entreprises, rationnent les vivres et les matières premières. Il faudra deux semaines à l'armée pour venir à bout de l'insurrection. La répression est terrible : on compte

3000 morts, 7000 blessés, 40 000 emprisonnés. Le gouvernement se déchaîne non seulement contre les organisations ouvrières, mais aussi contre la bourgeoisie républicaine et autonomiste : Companys, Azaña et d'autres figures de ce type sont arrêtés et emprisonnés.

Pour Trotsky, ces événements confirment tout autant les immenses ressources révolutionnaires du prolétariat espagnol que la tragique absence d'un parti révolutionnaire. Il est amer du refus de ses sympathisants d'entrer dans les organisations social-démocrates, ce qui leur a laissé une place marginale dans l'insurrection des Asturies, l'ultime répétition avant les événements décisifs.

Le Front Populaire antifasciste : les staliniens pour la défense de l'ordre bourgeois

Même les appareils les plus endurcis ne peuvent échapper à la pression de la lutte des classes. Les chefs staliniens sont effrayés par les résultats de leur propre politique « ultra-gauche » : d'un côté, les progrès rapides du fascisme menacent en dernière analyse le pouvoir de la bureaucratie, car il ne fait guère de doute qu'Hitler entend liquider l'URSS ; de l'autre, les partis communistes sont en perte de vitesse dans les principaux pays impérialistes. La bureaucratie opère donc un tournant à 180° dicté par ses propres intérêts : la veille, elle traitait encore les sociaux-démocrates de « sociaux fascistes » ; désormais, pour se protéger d'une agression militaire nazie, elle s'en remet aux bourgeoisies « démocratiques » (notamment la France et l'Angleterre), auxquelles elle propose une

alliance contre les régimes fascistes. C'est l'orientation du Front Populaire antifasciste : les PC défendent l'unité de tous ceux qui sont formellement opposés aux fascistes, c'est-à-dire aussi bien les socialistes que les républicains de gauche et de droite. Or, comme les républicains ne sauraient accepter un programme communiste, l'unité ne peut se faire que sur le programme des républicains bourgeois. Le Front Populaire, malgré son titre séducteur d'« antifasciste », signifie donc en réalité la soumission des partis ouvriers à un programme bourgeois. Or, une telle politique ne peut qu'être impuissante à combattre le fascisme, car celui-ci est l'ultime ressource de la bourgeoisie face à la menace de la révolution prolétarienne.

Mais cette politique trouve un écho dans les masses parce qu'elle répond à leur aspiration à l'unité. En Espagne, le PCE profite du prestige d'Octobre 1917 et de ce tournant pour gagner à lui les dirigeants des JS, Santiago Carrillo et Federico Melchor, considérés fin 1934 comme des sympathisants trotskystes, qui reviennent de leur voyage à Moscou en 1935 convertis au stalinisme. Finalement les JS fusionnent avec la minuscule JC pour former les Jeunesses Socialistes Unifiées (JSU) sous direction stalinienne en avril 1936. De même, en Catalogne, le PCE fusionne avec le PSOE pour donner naissance au Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PSUC), qui adhère à la IIIe Internationale.

Le BOC et l'ICE fondent le POUM

La politique de Nin à la tête de l'ICE, se concentre sur une collabo-

ration étroite avec le BOP. Ils fusionnent clandestinement en septembre 1935 donnant naissance au Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM). Les militants de l'ICE sont une minorité du POUM en Catalogne, mais la majorité en dehors de la Catalogne. Nin justifie ce choix par ce qu'il juge être des pas à gauche du BOP : Maurin s'éloigne du nationalisme petit-bourgeois catalan, défend la politique de front unique des Alliances ouvrières, critique la théorie stalinienne du Front Populaire et revoit sa théorie de la révolution, parlant désormais d'« une révolution démocratique-socialiste » selon laquelle les tâches démocratiques et socialistes sont inséparables. Nin avance aussi le fait que les militants du BOP sont en majorité des ouvriers.

Mais la stratégie et le programme du POUM sont confus. Trotsky s'interroge : « *on nous parle seulement de « l'unité révolutionnaire sur de nouvelles bases* ». Mais nous sommes intéressés à sa-

voir quelles sont ces « nouvelles bases ». Celle du SAP ou celle du marxisme révolutionnaire et de la IVe Internationale ? » (lettre au RSAP, 18 octobre 1935). Certes, Nin prétend avoir gagné la majorité du POUM à la IVe Internationale à un détail près : le numéro. Une paille ! En réalité, la direction du POUM dominée par le BOP décide d'adhérer non à la IVe Internationale mais au « Bureau de Londres » ou Internationale II1/2, un marais entre les sociaux-démocrates et les staliniens qui regroupe diverses organisations centristes, comme l'ILP (Parti Travailleiste Indépendant d'Angleterre), le SAP (Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne). Malgré cela, l'ICE ne se constitue ni en tendance ni en fraction. Il est frappant de noter que ceux qui la veille encore refusaient au nom des principes d'entrer dans le PSOE pour y faire un travail de fraction, se dissolvent dans une petite organisation centriste. Trotsky n'est pas seulement sceptique sur le choix tactique de se dissoudre

dans le POUM, mais inquiet de la confusion politique de ses camarades.

Selon ses fondateurs, le POUM est supposé unifier les noyaux révolutionnaires présents dans les différentes organisations ouvrières. Mais c'est une illusion : très petit avec ses 8000 militants et n'ayant de poids qu'en Catalogne, le POUM ne peut guère attirer à lui des militants ouvriers d'organisations qui en regroupent des centaines de milliers, voire des millions. En outre, sa politique de prétendue réunification syndicale l'isole encore un peu plus des masses groupées dans la CNT et l'UGT : il anime une Fédération Ouvrière d'Unité Syndicale (FOUS), composée de syndicats exclus de la CNT parce que dirigés par des marxistes, qui existe à côté de la CNT et de l'UGT, regroupant 70 000 ouvriers, contre 1,2 million à la CNT et des centaines de milliers à l'UGT.

Tendance CLAIRE,
15 septembre 2009

PARTIE II : 1933-1936

Du Front Populaire au *pronunciamiento*

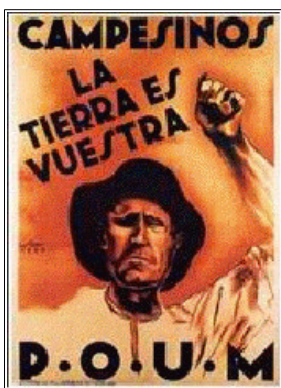
L'écrasement de l'Octobre asturien n'a pas suffi à la droite qui veut mener jusqu'à son terme sa politique de réaction. Elle profite de son passage au gouvernement pour placer tous les généraux putschistes aux postes clés comme Sanjurjo, Franco, etc. Elle ne cesse de menacer la République parlementaire. Les Cortès deviennent ingouvernables. Le président de la République, Alcalá Zamora, est de nouveau conduit à les dissoudre.

Les staliniens espagnols mènent alors une bataille farouche pour la mise en place d'une alliance entre les organisations ouvrières et les partis bourgeois de gauche.

L'aile droite et le centre du PSOE se prononcent dans le même sens, en faisant valoir les conséquences tragiques de la défaite électorale de 1933 quand le PSOE était allé seul aux élections. Caballero s'oppose à cette alliance, mais en vain.

C'est un programme clairement et ouvertement « démocratique-bourgeois » qui constitue la base de cet accord. Il se résume à un retour à la politique des premières années de la République, dont on sait qu'elle avait été anti-ouvrière et avait conduit à l'exacerbation des affrontements sociaux qu'elle ne pouvait plus contenir. Mais elle lève le drapeau

de l'amnistie pour tous les réprimés d'Octobre 1934. L'accord est signé le 15 janvier 1936 par les deux partis républicains de gauche, le PSOE, le PC, l'UGT, la JS, le parti syndicaliste de Pestana... et le POUM avec l'aval des anciens trotskystes de la ICE !



La signature du POUM : une trahison de la révolution

Trotsky condamne la signature par le POUM du programme de Front populaire comme une trahison de la révolution. Nin réplique que, si le POUM n'avait pas signé ce programme, il aurait été complètement isolé et aurait perdu toute influence sur les ouvriers, car il y avait parmi eux une forte aspiration à l'unité. Il met aussi en avant l'importance d'obtenir la libération des prisonniers d'Octobre 1934. Il vante en outre le Front Populaire comme un moyen chasser la droite. Enfin, il prétend que le POUM aura ainsi une tribune pour dénoncer le Front Populaire. Que valent ces arguments ?

Il ne fait pas de doute que refuser de participer au Front Populaire, c'était aller contre le courant. Il est probable que cela aurait pu réduire temporairement l'audience du POUM. Mais les révolutionnaires ne doivent pas prendre leurs décisions à courte vue et céder à la pression dominante à un moment donné. Signer un programme commun avec la bourgeoisie, c'est donner sa caution à la subordination du prolétariat à la bourgeoisie et cela peut seulement conduire à son étranglement. Bien sûr, la libération des prisonniers est une bonne chose en elle-même, mais elle renforce bien moins le prolétariat espagnol que la politique du Front Populaire ne l'affaiblit :

si elle permet la libération de dizaines de milliers de travailleurs, elle intoxique des millions d'ouvriers en leur faisant croire qu'ils pourraient défendre leurs intérêts en s'alliant avec une « fraction démocratique ou progressiste » de la bourgeoisie. La distinction entre droite et gauche n'est pas une distinction de classe : pour les marxistes, il ne s'agit pas d'obtenir le « moindre mal » dans l'immédiat, mais de préparer les ouvriers à faire la révolution. Et on ne peut pas le faire en les mettant à la remorque de la bourgeoisie, mais seulement en développant leur conscience de la contradiction irréductible entre leurs intérêts et ceux de leurs exploiters ainsi que la confiance en leurs propres forces. Enfin, les masses ne retiendront évidemment que la participation du POUM au Front Populaire et non les phrases qu'un de ses orateurs pourra prononcer dans un meeting. C'est la rupture définitive entre l'ICE et le Mouvement pour la IVe Internationale.

La CNT ne signe pas le pacte, mais cède aux mêmes sirènes que le POUM. Elle renonce à sa traditionnelle campagne de boycottage. Et les partisans de la CNT vont voter pour les républicains et les socialistes.

Le gouvernement de Front Populaire face à la préparation du coup d'État

Le Front Populaire l'emporte, de justesse. Un gouvernement purement républicain, dirigé par Azaña, est constitué avec un soutien parlementaire du PSOE et du PCE. Il applique à la lettre le programme du Front Populaire : il libère et amnistie les prisonniers de 1934, libère et rétablit Companys, le dirigeant catalan à son poste de chef de la Generalitat, redonne l'autonomie à la Catalogne et au Pays Basque, etc.

Mais ce succès électoral ne règle rien : l'attelage des bourgeois de gauche et des réformistes au sommet de l'État ne peut pas résoudre les contradictions croissantes entre les classes sociales réelles. La victoire du Front Populaire relance la mobilisation des ouvriers industriels et agricoles, ainsi que celle des petits paysans : manifestations de masse, grèves offensives, occupations de terre et affrontements avec les groupes fascistes se multiplient.

La bourgeoisie, constatant que les républicains et les socialistes sont incapables de contenir le torrent révolutionnaire, se met à préparer activement et minutieusement le coup d'État. Le gouvernement, averti des préparatifs de *pronunciamiento*, se borne à déplacer les généraux d'un commandement à un autre. Et il va jusqu'à démentir comme des rumeurs infondées les articles de presse parlant d'un coup d'État en préparation. En effet, le gouvernement de FP ne peut pas lutter contre le putsch, car c'est un gouvernement bourgeois. Or, la seule façon de lutter contre le coup d'État, c'est d'armer les ouvriers. Mais armer les ouvriers, c'est leur ouvrir les portes du pouvoir, c'est donc travailler pour le renversement de la bourgeoisie. Pour un gouvernement bourgeois, le choix est clair : plutôt la dictature fasciste que la révolution prolétarienne.

Face au péril fasciste, la solution de la droite du PSOE, c'est d'appeler les travailleurs à être « raisonnables » pour ne pas « provoquer » les militaires, bref à ne pas toucher à l'ordre bourgeois pour que le capital ait la bonté de ne pas faire appel à ses agents fascistes. Le PCE va plus loin encore expliquant que « *les patrons provoquent et attisent les grèves* » et dénonce l'intervention « *d'agents provocateurs* ». La politique des staliniens et des réformistes est, comme on pouvait

s'y attendre, une politique de trahison complète des intérêts de la révolution.

Malheureusement pour le prolétariat espagnol, les chefs de l'aile gauche du PSOE ou ceux de la CNT, s'ils renâclent face à une telle politique, n'ont pas de stratégie alternative. Au lieu de se préparer à l'affrontement décisif, les uns et les autres se bercent de phrases révolutionnaires. Ainsi Largo Caballero, qui s' imagine être le Lénine espagnol, déclare : « *La révolution*

que nous voulons ne peut se faire que par la violence... Pour établir le socialisme en Espagne, il faut triompher de la classe capitaliste et établir notre pouvoir ». Le Congrès de la CNT de mai 1936 discute avec passion de la prochaine mise en pratique du communisme libertaire : les anarcho-bolchéviks y sont battus.

Le mouvement gréviste prend de l'ampleur. Les heurts se multiplient entre CNT et UGT. Le gouvernement réprime la CNT. La Pha-

lange intervient de plus en plus violemment contre les ouvriers. Il y a des morts de part et d'autre. C'est l'assassinat de Calvo Sotelo, l'un des leaders de l'extrême droite, en représailles à un assassinat de militant ouvrier, qui fournit le prétexte du putsch, dirigé par les généraux Franco et Sanjurjo (qui meurt dès le premier jour dans un mystérieux accident d'avion).

Tendance CLAIRE,

15 septembre 2009

PARTIE II : 1933-1936

Soulèvement révolutionnaire contre le *pronunciamiento*

L'héroïsme des ouvriers fait échouer le *pronunciamiento* L'héroïsme des ouvriers fait échouer le *pronunciamiento*

Si les chefs républicains sont paralysés face au coup d'Etat par leur position de classe, les dirigeants ouvriers sont fondamentalement perdus par leur soumission au Front Populaire et leur confiance relative dans les républicains. Le PSOE, la CNT et le POUM exigent des armes pour les travailleurs, mais la plupart du temps, ils ne font guère plus. Si le *pronunciamiento* minutieusement préparé est défait dans les 2/3 de l'Espagne, c'est donc principalement grâce à l'initiative et à l'héroïsme révolutionnaires des masses.

Les militaires ont fait preuve de beaucoup d'organisation, de préparation et d'audace. À l'opposé, les dirigeants ouvriers ont trop souvent tendance à prendre pour argent comptant les déclarations loyalistes des militaires républicains, attendent et tergiversent,

pour finalement se retrouver surpris par l'ennemi. Ils appellent alors à la grève générale, mais il est parfois trop tard.

Le *pronunciamiento* l'emporte au Maroc, en Navarre, en Galicie, en Extremadure, mais aussi à Séville et à Saragosse, deux bastions ouvriers, où la CNT domine, et à Oviedo. Le putsch est défait ailleurs. Barcelone offre l'exemple le plus saisissant. Surpris par le soulèvement en raison de la naïveté de leurs chefs, les ouvriers très peu et mal armés commencent l'affrontement dans une position d'extrême faiblesse. Mais ils ont pour eux l'enthousiasme de ceux qui luttent pour se libérer de leurs chaînes et le souvenir encore frais d'Octobre 1934. C'est le déferlement de la masse qui permet au prix de nombreuses victimes de liquider le coup d'État.

Dans la marine, c'est l'organisation des soldats, qui sont souvent des ouvriers, en cellules clandestines, centralisées de façon secrète, qui permet de faire échouer le *pronunciamiento*. Les équipages se mutinent. C'est un point déci-

sif, car cela retarde l'arrivée en Espagne des troupes de Franco basées au Maroc.

On peut ainsi voir que la guerre civile est d'abord un problème politique avant d'être un problème technique. Dans la société capitaliste, le prolétariat n'est pas faible parce qu'il ne serait pas en mesure de s'armer, mais seulement dans la mesure où il n'est pas pleinement conscient de ses intérêts de classe et sa direction n'est pas révolutionnaire.

Les « comités-gouvernements » face à l'ombre de l'État républicain

Le soulèvement ouvrier pour écraser le putsch fait naître partout des comités, aux noms divers : comités de guerre, de défense, de salut public, comités antifascistes, ouvriers, etc. Souvent désignés par les organisations ouvrières qui groupent la majorité de la classe, parfois élus dans les entreprises, ils sont à l'échelle locale sous la pression permanente des

masses. Leur première fonction a été d'organiser la lutte contre le *pronunciamiento*. Dès que celui-ci est vaincu, ces comités se mettent à prendre de fait en charge toutes les fonctions d'un gouvernement. Non seulement ils assurent le maintien de l'ordre grâce à des milices ouvrières qui se substituent à la police et à l'armée permanente et le contrôle des prix, mais ils mettent aussi en oeuvre des mesures de révolution sociale comme la socialisation ou syndicalisation des entreprises (les usines passent sous le contrôle de comités ouvriers ou des syndicats), l'expropriation de l'Eglise et des grands propriétaires fonciers (donnant naissance soit à des exploitations collectives soit à la distribution des terres aux métayers), la municipalisation des logements, l'organisation de la presse, de l'enseignement et de l'assistance sociale. En ce sens, les masses ont au cours même de la lutte contre le soulèvement édifié un nouveau pouvoir, qui est *de fait* le nouvel État dans toutes les régions où le *pronunciamiento* a été vaincu. Si pendant les premiers jours qui suivent la victoire, la politique d'épuration contre les anciennes classes dominantes tourne parfois aux règlements de compte personnels, ces excès dérisoires au regard des souffrances et des humiliations vécues pendant des années sont vite jugulés par les organisations ouvrières elles-mêmes.



Dans la zone où le coup d'État a échoué, il ne reste pas grand chose de l'État républicain : les forces de répression, police et armée, soit se sont mutinées et ont été vaincues, soit se sont rangées du côté des ouvriers. Les républicains bourgeois n'ont pas d'autorité sur les masses car ils n'ont rien fait pour arrêter le putsch ; ils n'ont pas non plus de forces de répression qui puissent leur assurer le pouvoir malgré leur manque d'autorité. Les comités-gouvernements ouvriers font face à « l'ombre de la bourgeoisie », selon la saisissante formule de Trotsky : le gouvernement central est dirigé par le républicain Giral ; celui de la Généralité de Catalogne est dans les mains de Companys, un nationaliste bourgeois catalan.

Les défaites militaires de l'été 36

En face l'État bourgeois franquiste est une machine bien huilée. Il reçoit le soutien de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste qui mettent à sa disposition avions et pilotes pour combattre la marine mutinée et faire passer des troupes en Espagne. Quant à la France et l'Angleterre, elles se prononcent pour la « non-intervention » de façon tout à fait hypocrite. L'attitude du gouvernement de Front Populaire français, confirme sa nature de gouvernement bourgeois sous ses couleurs ouvrières : la SFIO et le PCF, qui viennent de trahir la grève générale de juin 36, choisissent de fait d'aider en Franco en s'en tenant à la non-intervention, car chacun sait que Hitler et Mussolini interviennent aux côtés de Franco. L'URSS se rallie à cette politique de trahison jusqu'en septembre 1936. Sous un commandement centralisé, les troupes bien entraînées de Franco ne font souvent qu'une bouchée des milices ouvrières sans formation. L'absence de centralisation des comités-gouvernements ouvriers les laissent totalement dispersées et impuissantes : il est impossible de concentrer des troupes, les renforts n'arrivent jamais à temps, les munitions manquent aux moments décisifs, etc.

Tendance CLAIRE,

15 septembre 2009

PARTIE II : 1933-1936

Les organisations ouvrières face au problème du pouvoir

Les staliniens : gagner la guerre d'abord, faire la révolution plus tard

Le PCE (qui compte 30 000 adhérents en juillet 1936 et en majorité des petits paysans et des petits patrons) explique qu'il n'est pas temps de lutter pour le pouvoir des ouvriers et le socialisme, mais qu'il faut d'abord vaincre Franco et ses troupes. Bref, il exige la poursuite du Front Populaire. Or, la condition de cette alliance avec les républicains, c'est-à-dire l'ombre de la bourgeoisie, c'est de renoncer à toute mesure qui porte atteinte à la propriété privée des moyens de production : il faut « *éviter les outrances révolutionnaires* », se contenter d'une « *république démocratique avec un contenu social étendu* » et assurer la « *défense de l'ordre républicain dans le respect de la propriété* ». Les défaites militaires de l'été 36 ajouteront à l'argumentaire qu'une telle attitude est nécessaire pour recevoir l'aide de la bourgeoisie française et anglaise. C'est la théorie de la lutte entre la démocratie et le fascisme, substituée à la lutte entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution bourgeoise. La démocratie et le fascisme sont deux formes de domination de la bourgeoisie. Certes, elles sont contradictoires : dans le premier cas, la bourgeoisie s'appuie sur les chefs réformistes pour dominer le prolétariat; dans le second cas, la bourgeoisie écrase les organisations ouvrières même réformistes pour maintenir son pouvoir. Mais cette contradiction n'est que relative : pour la bourgeoisie, il vaut

toujours mieux la dictature fasciste que la révolution prolétarienne. Bref, derrière le discours antifasciste des staliniens, il y a le Front Populaire, c'est-à-dire la subordination du prolétariat à la bourgeoisie. En effet, la bureaucratie soviétique craint comme la peste une possible victoire de la révolution prolétarienne en Espagne. Il risquerait de provoquer une contagion révolutionnaire dans la classe ouvrière des autres pays, mettant en cause sa propre domination en URSS. Cependant, ce ne sont pas ces courants qui dirigent l'essentiel du mouvement ouvrier en Espagne, mais la FAI qui domine la CNT et le courant de Caballero l'UGT. Quelle va être leur attitude ?

L'impuissance des anarchistes faute d'une stratégie révolutionnaire claire

La CNT est en partie divisée. Garcia Oliver, l'un des chefs de file des « anarcho-bolchéviks » au sein de la CNT propose au plenum régional de la CNT de Catalogne, province où la CNT est hégémonique, de prendre le pouvoir et d'instaurer le communisme libertaire. Il est mis en minorité. Au lieu d'engager une lutte politique pour faire changer la CNT de position, il s'aligne sur la position majoritaire, consistant à accepter le maintien de la Généralité, l'État catalan autonome. Si le pouvoir de Companys n'est que formel à ce stade, il est pour la bourgeoisie une base précieuse en vue de reconstruire l'État bourgeois quand le rapport de forces aura été modifié. Le pouvoir réel est pour le moment entre

les mains du Comité Central des milices antifascistes de Catalogne. Cependant, bien que les organisations ouvrières y soient de fait hégémoniques, cette structure intègre fictivement les organisations bourgeoises « républicaines » : en ce sens, elle est encore une expression de la politique du Front Populaire.

Lorsque le moment crucial se présente, les anarchistes sont réduits à l'impuissance par l'absence d'une stratégie révolutionnaire claire. En théorie, ils refusent l'idée d'une prise de pouvoir par le prolétariat, car ils sont par principe hostiles à l'État. Selon leur point de vue démocratique vulgaire, un gouvernement, ouvrier ou pas, ne peut que reproduire l'oppression comme tout État. La réalité fait voler en éclat cette prétention à éviter le problème de l'État. Pour vaincre l'État bourgeois, qui continue à exister sous la forme du pouvoir des armées de Franco, il faut bien une organisation centralisée, bref un autre État. La question n'est donc pas de savoir si on a ou non envie qu'il se forme un État ou pas sur les zones où le *pronunciamiento* a été vaincu, car il s'en formera un de toutes façons. La question est de savoir de quelle classe sociale cet État servira les intérêts. La CNT, sous prétexte d'hostilité à l'État en général et par fidélité à son principe d'autonomie, refuse de centraliser les comités de gouvernements existants : elle refuse de parachever l'État que les masses ont mis sur pied dans la lutte contre le coup d'État fasciste.

Mais les défaites de l'été font prendre conscience à tout le monde qu'il y a besoin de centralisation pour lutter efficacement contre les

troupes de Franco. C'est ce qui sert à justifier la reconstitution de l'Etat bourgeois et la soumission progressive des organes issus du soulèvement révolutionnaire à l'Etat bourgeois et leur intégration progressive à l'État, donc leur liquidation comme embryon du pouvoir prolétarien. Les dirigeants de la CNT se laissent convaincre par l'argumentation que, pour gagner la guerre, il faut à la fois un État centralisé et des armes et que ces armes, on ne peut les obtenir que de la France, de l'Angleterre, etc. Tout en continuant d'exalter l'auto-organisation des ouvriers, la CNT se rallie donc au « gagner la guerre d'abord, faire la révolution ensuite », c'est-à-dire à la logique de Front Populaire, dont les inventeurs et les plus zélés propagateurs sont les stalinien, mais dont la CNT constitue simplement l'aile gauche. Bref, ils font de fait dépendre le sort de la révolution espagnole de la bonne volonté de la bourgeoisie « démocratique ».

Caballero, clé de voûte du nouveau gouvernement de Front Populaire

Dans un premier temps, Caballero, qui jouit d'un grand prestige parmi les ouvriers, semble prendre le contre-pied de ces positions. Il affirme : « *la guerre et la révolution sont une seule et même chose. Elle ne s'excluent ni ne se gênent, mais*

elles se complètent et se renforcent l'une l'autre... Le peuple n'est pas en train de faire la guerre pour l'Espagne du 16 juillet sous la domination des castes héréditaires, mais pour une Espagne dont on aurait extirpé toutes leurs racines. Le plus puissant auxiliaire de la guerre, c'est l'extinction économique du fascisme. C'est la révolution à l'arrière, qui donne assurance et inspiration à la victoire sur le champ de bataille ». Il exige donc dans un premier temps un gouvernement de Front Unique ouvrier. Début septembre, les directions de la CNT et de l'UGT discutent même de la prise du pouvoir par une junte CNT-UGT.

Mais finalement, Caballero, se laisse convaincre par les arguments des stalinien, de la droite du PSOE et du PCE : il faut gagner la guerre d'abord, faire la révolution ensuite. Il accepte donc de constituer un gouvernement de Front Populaire, le 4 septembre. Il repose sur les mêmes forces que le précédent, mais comprend une majorité de ministres ouvriers, issus du PSOE, de l'UGT, du PCE, siégeant avec les bourgeois républicains et jouit en outre du soutien de la CNT, qui ne participe pas formellement au gouvernement, mais envoie des représentants dans chaque département ministériel. Comment expliquer ce revirement ? Caballero n'est pas un dirigeant révolutionnaire, mais un vieux réformiste qui, sous la pression des événements, est devenu

centriste. C'est pourquoi il est incapable de résister à la pression dans les moments décisifs et notamment au chantage de l'URSS qui promet son aide militaire à condition qu'un gouvernement de Front Populaire soit constitué.

L'attitude du POUM : une nouvelle trahison

Comme Maurin est aux mains des franquistes, c'est Nin qui devient secrétaire général du POUM. En paroles, Nin soutient des positions comparables à celles de Caballero : « *contre le fascisme, il n'y a qu'un moyen efficace de combattre, la révolution prolétarienne* ». Mais Nin n'est déjà plus un trotskyste (s'il l'a jamais été), mais est devenu un centriste. En pratique, il ne se bat pas non plus pour la destruction des restes de l'Etat bourgeois dans la partie de l'Espagne où le putsch a été vaincu. Pour justifier sa nouvelle position de trahison, il prétend, d'une part, que la dictature du prolétariat serait déjà réalisée en Espagne : curieuse dictature du prolétariat avec Giral au gouvernement à Madrid et Companys à Barcelone ! Il prétend d'autre part qu'il n'y a pas besoin de soviets en Espagne, car comme les organisations ouvrières organisent une grande majorité de la classe, cela n'est pas nécessaire.

Tendance CLAIRE,
15 septembre 2009

PARTIE III : 1936-1939

La bourgeoisie liquide les comités-gouvernements et reconstruit l'État bourgeois avec l'aide de la CNT et du POUM

En juillet 1936, l'héroïsme du prolétariat espagnol a permis de défaire le putsch militaire dans les deux tiers du pays. Dans ce mouvement, des comités des travailleurs et de leurs organisations se sont constitués qui prennent rapidement en charge toutes les fonctions gouvernementales et commencent à accomplir la révolution (constitutions de milices en lieu et place de la police, expropriation ou syndicalisation des entreprises, etc.). Autrement dit, la révolution prolétarienne a presque vaincu dans les deux tiers de l'Espagne.

Mais les dirigeants des organisations ouvrières, CNT incluse, refusent d'organiser ce nouveau pouvoir prolétarien naissant et apportent au contraire leur soutien à la bourgeoisie ou, plutôt à son ombre (car l'essentiel des patrons, des grands propriétaires fonciers et des militaires sont du côté de Franco), pour maintenir son gouvernement, dit « républicain », dans la partie du pays où le putsch a été vaincu.

Après les défaites militaires de l'été, un nouveau gouvernement de Front Populaire est mis en place avec comme axe politique : gagner la guerre d'abord, faire la révolution ensuite. Il est présidé par Caballero et soutenu par toutes les organisations ouvrières, même si début septembre 1936 la CNT et le POUM n'y sont pas encore formellement entrés.

L'entrée de la CNT et du POUM dans le gouvernement de Catalogne et la dissolution du Comité Central des milices antifascistes

Utilisant les pressions du gouvernement central qui refuse d'apporter tout aide sérieuse à la Catalogne tant qu'y gouvernera de fait le Comité Central des milices antifascistes de Catalogne et les revers militaires face aux troupes de Franco, Companys, président de la Généralité (gouvernement) de Catalogne, parvient le 26 septembre 1936 à terminer de convaincre la CNT d'entrer au gouvernement de la Généralité de Catalogne. La CNT reçoit les ministères de l'Economie, du Ravitaillement et de la Santé, aux côtés des stalinien du PSUC, auxquels reviennent ceux du Travail et des Services Publics, tandis que l'Esquerra (formation bourgeoise nationaliste catalane) tient les Finances, l'Intérieur et la Culture. Les premières mesures de ce nouveau gouvernement de front populaire consistent à liquider le double pouvoir : dissolution du Comité Central des milices antifascistes de Catalogne, dissolution de tous les comités locaux mis sur pied au cours de la lutte contre le putsch, dont les fonctions sont généralement transférées aux conseils municipaux. Les dirigeants anarchistes essayent de justifier cette rupture ouverte et évidente avec leurs principes par deux arguments. D'une part, ils l'expliquent par la néces-

sité de d'abord gagner la guerre avant de penser à faire la révolution : les anarchistes, qui se présentent souvent comme les plus anti-staliniens, s'alignent en fait au moment décisif sur la politique réformiste de collaboration de classe des staliniens. D'autre part, ils prétendent que, en entrant au gouvernement, ils permettent que les anciens organismes de pouvoir soient pénétrés par les nouveaux et s'approchent ainsi de la conquête du pouvoir par les travailleurs. En réalité, il s'agit tout au contraire de l'intégration des organes prolétariens de pouvoir à l'appareil d'État bourgeois, ainsi remis sur pied. Le POUM qui n'avait pas posé d'autres conditions à sa participation qu'un « programme socialiste » et la participation active de la CNT, entre aussi au gouvernement, où Nin, secrétaire général du POUM, devient ministre de la Justice. En fait de « programme socialiste », la bourgeoisie de l'Esquerra utilise habilement l'autorité incontestée des dirigeants de la CNT et du POUM sur la classe ouvrière pour la persuader d'accepter de dissoudre un à un les comités-gouvernements. La dénonciation par Trotsky de la signature par le POUM du programme du front populaire en janvier 1936 comme une trahison de la révolution, est souvent présenté comme sévère : les mois suivants confirment la justesse de cette condamnation.



Affiche électorale du POUM

L'entrée de l'Aragon révolutionnaire dans la légalité républicaine

Le Conseil de défense d'Aragon, fédération de conseils locaux, sous la présidence du dirigeant de la CNT, Joaquín Ascaso, incarnation la plus aboutie de ces comités-gouvernements, représente pour le gouvernement central un ennemi à abattre. Il est violemment dénoncé par les staliniens et les socialistes. Le gouvernement exerce une pression militaire et financière qui conduit finalement Ascaso à céder : il reconnaît l'autorité du gouvernement central ; en échange, Caballero confère des pouvoirs gouvernementaux à ce Conseil, à condition qu'il soit réorganisé : au lieu d'être la représentation vivante des masses en lutte organisées dans leurs comités de base, il représente chaque organisation ouvrière à proportion de ses effectifs. À partir de ce moment là, le Conseil de défense cesse d'être un organe de pouvoir prolétarien, pour devenir une composante de l'État bourgeois.

L'entrée de la CNT dans le gouvernement central

Comme les défaites militaires des forces « républicaines » se succèdent, au point que Madrid semble bientôt menacée, la CNT va accepter d'entrer au gouvernement

central, allant ainsi jusqu'au bout de sa logique de front populaire. Juan Peiro, l'un des principaux dirigeants de la CNT, explique le 23 octobre : « *Ceux qui parlent, dès aujourd'hui, d'implanter des systèmes économiques et sociaux achevés sont des amis qui oublient que le système capitaliste a... des ramifications internationales et que notre triomphe dans la guerre dépend beaucoup de la chaleur, de la sympathie, de l'appui qui nous viendra de l'extérieur...* ». Bref, les dirigeants anarchistes comptent pour gagner la guerre sur l'appui des bourgeoisies « démocratiques » contre une bourgeoisie « fasciste ». Le 4 novembre 1936, la CNT entre au gouvernement avec 4 ministres : García Oliver à la Justice, Federica Montseny à la Santé, Juan López au commerce et Juan Peiro à l'Industrie.

La politique du gouvernement central PSOE-PCE-CNT- républicains bourgeois : reconstruire la justice, la police et l'armée

Dans un premier temps, le gouvernement s'attelle davantage à remettre en cause les conquêtes révolutionnaires et à liquider les comités-gouvernements qu'à gagner la guerre. Face aux résistances des ouvriers qui ne veulent pas voir disparaître leurs organes de pouvoir, Caballero use de son prestige et manœuvre habilement. Sa politique consiste à intégrer formellement à l'État les comités qui deviennent les mairies parfois même sans en changer la composition, à modifier autant que possible les mécanismes de représentation en donnant un nombre fixe de représentants par organisation ouvrière pour renforcer l'UGT, les staliniens (PCE, PSUC, JSU) et mettre ainsi en minorité la CNT, à couper les chefs de la masse des travailleurs qui donnait tout son poids à la

CNT. Il fait désigner le maire par le gouverneur de la province, lui-même nommé par le gouvernement central.

Les femmes se voient accorder l'égalité juridique avec les hommes. Mais l'essentiel de la « réforme judiciaire » de García Oliver et Nin consiste à mettre sur pied un nouveau système judiciaire relativement peu différent de l'ancien sur le fond. Certes, le corps des magistrats est considérablement épuré et ceux-ci sont supposés, dans un premier temps, servir de simple conseil technique aux jurés populaires, désignés par les partis et les syndicats.

Mais la pièce maîtresse de la liquidation du double pouvoir est la reconstitution de la police. Les diverses milices chargées du maintien de l'ordre sont unifiées et mis sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Cette mesure est complétée par la création d'un corps de police parallèle par l'astuce d'un recrutement massif d'agents pour une police des frontières, près de 40 000 entre septembre 1936 et mars 1937. Il s'agit de contourner le contrôle des organisations ouvrières afin de recruter des policiers vraiment soumis au pouvoir. Pour achever cette reprise en main, le gouvernement, enfin, interdit aux policiers d'être membres d'un quelconque parti politique ou syndicat.

Enfin, les milices qui servent au front sont militarisées. Pour y parvenir, le gouvernement favorise les unités organisées par le gouvernement. Les unités dirigées par les staliniens, mieux armées et ravitaillées que les autres, sont montrées comme un modèle. Face à l'avance franquiste, il reçoit le soutien de la CNT pour dissoudre les conseils d'ouvriers et de soldats et construire une armée régulière. Les unités intégrées commencent par remplacer leur nom par un chiffre,

les grades sont rétablis, l'élection des officiers est supprimée, enfin l'ancien Code Militaire est remis en vigueur.

Cette militarisation était-elle nécessaire ou bien fallait-il maintenir les milices ? Le programme communiste authentique, c'est la destruction de l'armée permanente et son remplacement par des milices ouvrières. Si les bolcheviks avaient été obligés à partir de la mi-1918 de rétablir la conscription et mettre sur pied une Armée Rouge, c'était sous la pression des circonstances : après plus de trois de guerre impérialiste, seuls quelques dizaines de milliers de travailleurs s'étaient portés volontaires pour servir dans les milices. Mais ce n'est pas du tout le cas en Espagne où les milices ne manquent pas du tout de volontaires, mais plutôt d'armes et d'organisation. En revanche, une centralisation de toutes les milices était évidemment nécessaire, mais sous l'autorité du conseil central des comités-gouvernement. Les anarchistes, acceptant de participer au gouvernement, acceptent logiquement de voir reconstituer une armée soumise au gouvernement central, que peu à peu plus rien ne distingue d'une armée bourgeoise. Cela montre que leur critique bruyante de la politique des bolcheviks était sur ce point aussi superficielle : faute d'une perspective politique communiste révolutionnaire, les chefs de CNT se sont alignés sur les staliniens et par là sur la bourgeoisie. Pourtant, bientôt, la défense de Madrid allait prouver par la pratique qu'il était non seulement possible, mais même nécessaire pour gagner, de mener une guerre révolutionnaire avec des méthodes en tous points révolutionnaires.

**La défense de Madrid :
seules une politique et des
méthodes révolutionnaires
peuvent permettre de
vaincre les armées
franquistes**

Début octobre, tous les experts estiment que la chute de Madrid est une question de jours. Le gouvernement déménage à Valence sans avoir organisé la moindre défense sérieuse de la capitale. C'est au PCE qu'il va revenir de fait de diriger la défense de Madrid, confié sur le plan militaire au général Miaja. Pour la bureaucratie soviétique, il s'agit à la fois de retarder l'échéance d'une nouvelle victoire fasciste qui menacerait l'URSS, de sauvegarder son prestige dans le mouvement ouvrier et de sauver par là sa politique de collaboration de classe. Mais précisément pour assurer la défense de Madrid, le PCE accomplit un tournant politique à 180° : il n'est plus question de dénoncer les « irresponsables » révolutionnaires et de fustiger les comités « illégaux », ni d'appeler au respect de « l'ordre et de la propriété ». Tout au contraire, une Junte révolutionnaire de défense de Madrid est mise en place, regroupant toutes les organisations ouvrières. Partout, des comités tout-puissants sont constitués : comités de quartiers, de fortification, de ravitaillement, de blanchissage, de repas, etc. Des armes et des munitions sont distribuées à tous les travailleurs. Une vigoureuse épuration est menée pour liquider par avance la 5e colonne sur laquelle comptaient les fascistes : des centaines de gardes civiles soupçonnés de franquisme sont arrêtés et exécutés, ainsi que les prisonniers les plus dangereux. Des manifestations de masses sont organisées pour stimuler la volonté de lutte des masses au nom du combat pour la révolution prolé-

tarienne. Le PCE placarde partout des affiches appelant à défendre Madrid comme Petrograd. Les Brigades Internationales, unités particulièrement formées et combattives, contribuent au plan. C'est dans cette atmosphère d'enthousiasme révolutionnaire qu'est né le slogan aujourd'hui encore célèbre : « *No pasaran!* » (ils [les fascistes] ne passeront pas). Ce dispositif est complété par l'arrivée à Madrid de conseillers militaires soviétiques, d'armes modernes comme des tanks et des avions en provenance de Moscou.

La première étape de la bataille de Madrid se déroule du 8 au 20 novembre. Les milices ouvrières parviennent à repousser les assauts de l'armée nationaliste au prix de combats acharnés, maison par maison, extrêmement meurtriers des deux côtés. Face à la résistance acharnée, Franco choisit alors de bombarder Madrid intensément espérant briser le moral de la population. Si l'aviation nationaliste sans adversaire à la hauteur massacre ainsi chaque jour des milliers de civils, qui n'ont plus d'immeubles où s'abriter, elle ne parvient pas à briser la défense de la ville. C'est alors que commence une troisième étape de la bataille : les franquistes veulent affronter les armées « républicaines » non dans des combats de rue, mais en rase campagne. Mais cette tactique, tout aussi meurtrière, n'offre pas les succès escomptés : le courage des ouvriers, alliés aux avions et aux tanks russes, parviennent à repousser les assauts nationalistes. Mussolini demande que les troupes italiennes, composées de 50 000 hommes, bien entraînées et bien armées, soient engagées dans l'assaut décisif. Elles attaquent au nord début février et réussissent une percée. Pour les arrêter, les défenseurs de Madrid ne comptent pas seulement sur les

armes et les munitions : le secteur italien des Brigades Internationales confectionnent des tracts en italien qui appellent les ouvriers et les paysans sous l'uniforme, intoxiqués par des années de dictature fasciste, à la « fraternité prolétarienne » et à la « solidarité internationale ».

Conjugués aux difficiles conditions climatiques et à la dureté des combats, cette agitation porte ses fruits, semant le désordre dans les

troupes italiennes qui, fin mars, doivent battre en retraite. Les défenseurs de Madrid font des milliers de prisonniers. Ils continuent de mener auprès d'eux une propagande révolutionnaire et, en ce 18 mars, anniversaire du début du soulèvement de la Commune de Paris, ils partagent leur maigre ration avec leurs prisonniers.

La meilleure réfutation des arguments de ceux qui prétendent qu'il n'y avait pas d'autre solution

que de faire d'abord la guerre et la révolution ensuite et que, logiquement, il fallait mettre en place une armée régulière pour mener la guerre, c'est la défense victorieuse de Madrid. Elle s'est opérée sous le drapeau du combat pour la révolution prolétarienne et avec des méthodes révolutionnaires.

Tendance CLAIRE,

15 septembre 2009

PARTIE III : 1936-1939

La politique de front populaire de Caballero provoque la formation d'une opposition de gauche et de droite

Caballero et le PCE : de l'entente à la rupture

La logique générale du gouvernement Caballero est celle du front populaire, c'est-à-dire celle des staliniens, qui prétendent assurer la victoire dans la guerre grâce à l'appui des bourgeoisies « démocratiques » et des « classes moyennes » (paysannerie, fonctionnaires, petits patrons, etc.). C'est la raison pour laquelle Caballero refuse de proclamer l'indépendance du Maroc, qui pourrait être une arme décisive pour désorganiser les meilleures troupes de Franco, composées de soldats marocains. Il s'agit de ne pas mécontenter les puissances coloniales, France et Angleterre, qui craignent les effets de contagion qu'une telle proclamation pourrait avoir vis-à-vis de leurs propres colonisés. De même, le gouvernement refuse tout aide aux nationalistes marocains venus solliciter argent et armes pour lutter contre Franco. À l'intérieur, la politique de Caballero est

là encore conforme à celle du PCE : la restauration de l'État et le grignotage des conquêtes révolutionnaires ont affaibli les organisations ouvrières et renforcé les classes intermédiaires.

Cependant, à la différence des staliniens, le vieux chef socialiste a conçu sa politique de conciliation de classes comme provisoire (1), là où le PCE mène délibérément une politique contre-révolutionnaire pour préserver les intérêts de la bureaucratie soviétique. Celle-ci craint plus que tout une victoire de la révolution prolétarienne sur le fascisme en Espagne. Elle risquerait d'ouvrir une vague révolutionnaire dans toute l'Europe et par là de rendre possible le renversement de la bureaucratie par les ouvriers d'URSS. Le dirigeant du PSUC résume ainsi la pensée des staliniens : « *Avant de prendre Saragosse, il faut prendre Barcelone [bastion de la révolution]* ». Les tensions entre Caballero et les staliniens se cristallisent avec le refus par ce premier d'une

fusion du PCE et du PSOE. Instruit par l'expérience de la fusion des JS et JC en JSU, il comprend que cela signifierait la mainmise complète des staliniens sur le parti unifié.

Ces tensions éclatent avec la chute de Malaga, victime à la fois d'un manque de soutien militaire en matériel et en hommes et à des heurts violents entre la CNT et le PCE, qui se combattent les armes à la main, au moment où les troupes italiennes débarquent. Le PCE déclenche une première offensive contre un lieutenant de Caballero, le général Asensio, ministre de la Guerre. Celui-ci également accablé par la CNT, est acculé à la démission fin février 1937. Mais Caballero trouve l'occasion de riposter avec le premier scandale des prisons privées de la GPU (police politique de Staline). Ses agents à Madrid ont déjà commencé à arrêter, torturer et exécuter leurs opposants politiques, à commencer par les militants de la CNT. Il dissout la junte « révolutionnaire » de Madrid qui était aux mains du

PCE. Mais le vieux chef socialiste est impuissant, en partie car l'armée dépend de plus en plus du soutien soviétique en conseillers et en matériel. Les staliniens font ainsi échouer le plan proposé par Caballero pour couper les armées nationalistes en deux en attaquant vers le sud (Extrémadure et Andalousie). L'État bourgeois, qu'il a très largement contribué à restaurer, lui échappe. Mais, bien sûr, c'est sa politique centriste, c'est-à-dire son rêve d'une impossible situation intermédiaire où la révolution ne serait pas menée à bien, mais pas non plus totalement liquidée, bref son refus de s'engager sur la voie de la révolution (ce qui supposerait d'appeler à la mobilisation révolutionnaire des masses pour poursuivre la révolution et de combattre ouvertement et farouchement les staliniens), qui est la raison profonde et véritable de son impuissance.

Le PCE juge que Caballero, nécessaire autrefois pour canaliser le torrent révolutionnaire et casser le double pouvoir, est devenu un obstacle encombrant sur la voie de la liquidation totale de la révolution. Il cherche donc une alliance avec le centre et la droite du PSOE, ainsi qu'avec les partis bourgeois contre Caballero.

La montée de l'opposition révolutionnaire

Le gouvernement Caballero n'est pas seulement attaqué sur sa droite, mais aussi sur sa gauche. Les difficultés économiques, le développement des inégalités, le piétinement de la révolution rendent une partie des masses impatientes. A la base de la CNT, du PSOE et de l'UGT, une fermentation révolutionnaire est en cours. Le POUM est exclu du gouvernement de la Généralité de Catalogne. Ses dirigeants, toujours hésitants, commencent cependant à reconnaître que leur participation a été une

erreur. Ils critiquent l'orientation contre-révolutionnaire du gouvernement de Companys et appellent à reformer des comités ouvriers. Le POUM se met à attaquer également les staliniens, dénonçant « *les agissements contre-révolutionnaires du PCE et du PSUC* ». Son organisation de jeunesse, la JCI, fait de même, mais sans hésitations. Ce virage des dirigeants du POUM, sous la pression des événements, ne fait que confirmer combien Trotsky avait raison de condamner leur politique de participation critique au front populaire. Dans le même temps, une opposition, nombreuse, mais désorganisée et sans dirigeant, monte dans la CNT et la FAI pour refuser la politique de collaboration de classes. L'alliance des jeunes du POUM et des jeunes libertaires sous des mots d'ordre révolutionnaires rencontre un grand écho, en particulier en Catalogne. A l'opposé, Santiago Carillo, dirigeant de la JSU stalinienne appelle fin mars à constituer l'« Alliance de la jeunesse antifasciste », dont Santiago Carrillo voudrait qu'elle soit « *l'unité avec les Jeunes républicains, avec les jeunes anarchistes, avec les jeunes catholiques qui luttent pour la liberté... pour la démocratie et contre le fascisme et pour l'indépendance de la patrie contre l'invasion étrangère* ». Mais cette orientation provoque une révolte de nombre d'anciens jeunes socialistes de la JSU qui dénoncent « *l'abandon des principes marxistes* ». Les partisans de Caballero se regroupent au sein du PSOE et de l'UGT. On recommence à parler d'un gouvernement CNT-UGT. Cependant, le vieux chef socialiste ne sort pas de son centrisme : il ne veut ni mener la révolution jusqu'à son terme sous prétexte de gagner d'abord la guerre, ni mener jusqu'à son terme la liquidation de la révolution et ses conquêtes.

Les journées de mai 1937 à Barcelone : la politique de la CNT et du POUM conduit à une défaite sans véritable combat

Les tensions sont particulièrement vives en Catalogne, bastion de la révolution, où les ouvriers sont toujours armés, c'est-à-dire où la situation de double pouvoir n'a pas été complètement liquidée. L'enterrement d'un dirigeant du PSUC et de l'UGT assassiné est l'occasion d'une démonstration de forces du PSUC et du gouvernement de la Généralité contre la CNT et le POUM. Les staliniens veulent en finir avec ce dernier bastion de la révolution : comme le dit un dirigeant du PSUC, « *il faut prendre Barcelone avant de prendre Saragosse* ». Pour cela, il faut désarmer les ouvriers. Le 3 mai, le ministre de l'Intérieur de la Généralité, Rodriguez Salas (PSUC), fait occuper par la police le Central téléphonique, qui depuis son expropriation du groupe American Telegraph, fonctionne sous la direction d'un comité CNT-UGT. Il justifie l'opération par le fait que les membres du gouvernement central et de la Généralité du Catalogne ne peuvent pas communiquer entre eux sans être écoutés par les militants de la CNT et de l'UGT. Mais il se heurte à la résistance des miliciens de la CNT chargés de la garde du lieu. Lorsque les ouvriers apprennent la nouvelle, ils se mettent spontanément en grève et dressent des barricades : en quelques heures, ils sont maîtres des 9/10e de la ville. Le POUM y voit une épreuve décisive et se prononce pour la résistance. Mais les chefs de la CNT tentent d'apaiser la situation : ils font de nombreux discours radio-diffusés en ce sens. Caballero, inquiet, réagit vivement. Il décide de placer la gestion de la sécurité en Catalogne sous la férule du gou-

vernement central. Il fait dépêcher depuis Valence les ministres anarchistes, Garcia Oliver et Montseny, pour contenir la colère des ouvriers. En même temps, il envoie une colonne de 5 000 hommes chargée de rétablir l'ordre à Barcelone et poste des navires de guerre devant le port. Le POUM n'ose pas essayer de s'appuyer sur la base de la CNT pour déborder les leaders anarchistes. C'est pourquoi le

mouvement finalement reflue. Il se clôt le 6 mai avec l'arrivée de la colonne gouvernementale. Les miliciens doivent déposer les armes. Le gouvernement prend le contrôle de tous les édifices publics. On découvre les cadavres des chefs italiens de l'opposition révolutionnaire montante dans la CNT, Camilo Berneri et Barbieri, parmi les 500 morts de ces journées.



Tendance CLAIRE,
15 septembre 2009

PARTIE III : 1936-1939

L'offensive contre-révolutionnaire

L'interdiction du POUM et l'arrestation de son comité central

Les staliniens dénoncent les événements de Barcelone comme une insurrection organisée par le POUM et les trotskystes, « agents d'Hitler et de Mussolini » pour déstabiliser la République. Ils exigent du gouvernement la dissolution du POUM. Caballero refuse, soutenu par la CNT. Mais il perd alors le soutien des ministres bourgeois, staliniens et socialistes de droite et du centre. Maintenant qu'il a permis la liquidation du dernier bastion de la révolution, Caballero est devenu inutile à ses alliés d'hier. Il démissionne sans chercher à constituer un gouvernement UGT-CNT-POUM contre les staliniens, pendant qu'il en est encore temps. C'est une nouvelle manifestation de son centrisme, c'est-à-dire de son refus de s'engager sur la voie de la révolution, qui ouvre à chaque fois la voie aux réformistes qui veulent liquider totalement la révolution. Le nouveau gouvernement, présidé par le socialiste de droite Negrin, est dominé par les staliniens, flanqués des socialistes de droite et du centre et des bour-

geois républicains, l'UGT et la CNT refusant d'y participer.

Sa première action consiste à lancer une féroce répression contre le POUM, qui est interdit le 28 mai. Ses dirigeants sont arrêtés le 16 juin. L'acte d'accusation contre le POUM contient principalement deux éléments : avoir fait de la propagande en vue du renversement violent de la République et avoir calomnié avec les trotskystes un pays ami de l'Espagne, l'URSS. Nin a été transféré dans les prisons privées mises en place par la GPU. Comme il refuse d'avouer sa prétendue collusion avec les fascistes, les staliniens l'exécutent. En effet, libéré, Nin, dirigeant connu et prestigieux du mouvement ouvrier espagnol et international, se transformerait pour les staliniens en redoutable accusateur. Ainsi, quand bien même sa politique centriste à la tête du POUM a contribué à la défaite de la révolution espagnole, il meurt en militant révolutionnaire, privant les staliniens des moyens d'instruire en Espagne d'autres procès de Moscou. À partir d'août 1937, toute critique de l'URSS est interdite. Lorsque le procès du POUM aura finalement lieu, plus d'un an plus tard, les dirigeants y revendiqueront une poli-

tique révolutionnaire visant à renverser la République bourgeoise et seront condamnés pour ce motif.

La dissolution du conseil de défense d'Aragon

Malgré son entrée dans la « légalité républicaine », le conseil de défense d'Aragon reste un bastion des fractions les plus radicales de la CNT et de la FAI. Pour parachever la liquidation de la révolution, le gouvernement central doit détruire cet organe. Il le fait en accusant ces dirigeants de la CNT de la FAI de contribuer à aider objectivement la victoire des fascistes en faisant obstacle à la pleine centralisation supposée nécessaire à la victoire et en dénonçant les « extrémistes » qui sont manifestement de mèche avec la cinquième colonne, c'est-à-dire avec les forces favorables à Franco au sein de l'Espagne « républicaine ». Il envoie l'armée faire appliquer le décret dissolvant le conseil de défense de l'Aragon. Elle remplace les comités par des conseils municipaux, interdit les journaux anarchistes et occupe les locaux de ses organisations. Le gouvernement parvient ainsi à liquider du même coup ceux qui, au sein de la FAI et de la CNT,

remettent en cause la politique suivie depuis septembre 1936, l'entrée au gouvernement, le refus du combat lors des journées de mai à Barcelone.

La liquidation de l'opposition inconséquente de Caballero

Caballero, encore secrétaire général de l'UGT, influent dans le PSOE et dans les JSU, constitue le dernier obstacle pour parachever la liquidation de la révolution et la reconstruction d'un État bourgeois au régime dictatorial. Mais Caballero ne veut pas opposer une politique révolutionnaire à la politique contre-révolutionnaire des staliniens, de la droite du PSOE et des républicains. Il ne soutient pas ouvertement la puissante opposition qui s'organise dans les JSU, exigeant un congrès, et qui sera affaiblie par la chute des Asturies aux mains des franquistes, qui constituait son bastion. La lutte se déplace ensuite à l'UGT. Le PCE lance une opération scissionniste qui finit par aboutir grâce à l'appui du gouvernement qui reconnaît comme seule légale l'UGT dissidente. Caballero décide de riposter et d'organiser de grands meetings

dans les principaux centres de l'Espagne républicaine où il dénonce la politique des communistes, mais sans rien leur opposer. Ce triomphe est par conséquent vain. Un à un l'État fait interdire les quotidiens dirigés par les amis de Caballero et lui arrache définitivement le contrôle de l'UGT début 1938. Cette nouvelle manœuvre stalinienne recevra la bénédiction du représentant de la FSI (Fédération Syndicale Internationale) qu'est le secrétaire de la CGT française, le réformiste social-démocrate Léon Jouhaux. Le gouvernement Negrin s'attache à liquider toute trace de la révolution. Pour mener la répression, il crée une justice d'exception, où tous les juges sont nommés par le gouvernement, car les tribunaux populaires restent à ses yeux trop cléments pour les militants révolutionnaires, qu'ils soient du POUM, de la CNT ou de la gauche du PSOE. Il met un terme à la « syndicalisation » des entreprises où il rétablit la hiérarchie capitaliste.

La fin de la révolution et la perte de la guerre

La révolution liquidée, le gouvernement mène la guerre. Mais précisément parce qu'il a liquidé

la révolution, il ne peut plus gagner la guerre. Sur le terrain de la guerre classique, les troupes nationalistes, appuyés par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste sont supérieures aux troupes « républicaines » : mieux entraînés, mieux armés, mieux commandés. En outre, l'aide de l'URSS tend à diminuer. L'agonie durera plus d'un an, jusqu'en mars 1939. Elle sera parsemée de négociations impulsées notamment par l'Angleterre en vue d'un accord entre les « républicains » et les « fascistes » pour mettre un terme à la guerre et sceller une « réconciliation nationale ».



Célèbre photo de Robert Capa : un combattant républicain tué sur le front d'Andalousie le 5 septembre 1936

Tendance CLAIRE,
15 septembre 2009

PARTIE III : 1936-1939

Les leçons politiques de la révolution et de la guerre d'Espagne

Menchévisme, anarchisme et bolchévisme

Les révolutionnaires se doivent d'étudier avec attention les défaits du prolétariat pour en tirer les leçons politiques permettant de préparer les victoires de demain. Qu'ont montré de ce point de vue la révolution et la guerre

d'Espagne ? Elles ont, d'une part, confirmé dans la pratique le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme, dont la politique menchevik exprimait au fond les intérêts de la bureaucratie soviétique. Celle-ci, qui cherchait l'alliance avec les bourgeoisies « démocratiques » contre les « bourgeoisies » fascistes, se devait de prouver sa ca-

pacité à faire usage de son prestige pour préserver la propriété privée des moyens de production contre les masses révolutionnaires. Elles ont, d'autre part, manifesté l'inconsistance complète de l'anarchisme, qui s'est révélé n'avoir aucune stratégie propre. Les chefs anarchistes ont le plus souvent penché du côté du menchévisme, la base et certains

dirigeants minoritaires ont cherché la voie d'une politique bolchevik sans jamais vraiment la trouver. Bref, la tragédie du prolétariat espagnol a confirmé par la négative que le trotskysme, continuité du bolchevisme, est fondamentalement le seul courant réellement marxiste révolutionnaire.

Théorie de la révolution permanente

La théorie de la révolution permanente soutient que seul le prolétariat peut réaliser les tâches démocratiques de la révolution, en mobilisant les masses paysannes pauvres derrière son programme, en vue de la conquête du pouvoir. En effet, la bourgeoisie ne peut réaliser les tâches démocratiques, parce que ce programme est contraire aux intérêts des classes dominantes (expropriation des grands propriétaires fonciers, expropriation de l'Église, etc.) et parce qu'il suppose pour être accompli une mobilisation révolutionnaire des masses dangereuse pour la domination capitaliste. En outre, lorsque la lutte de classes s'exacerbe, la bourgeoisie ne peut même pas maintenir son pouvoir sans remettre en cause les formes « démocratiques » de sa domination. Les gouvernements de Front Populaire successifs, coalition de partis bourgeois et de partis ouvriers sur un programme limité par le respect de la propriété privée des moyens de production, en ont tous apporté la preuve.

Le gouvernement de 1931-33 ne fait que des réformes timides et mène une féroce répression contre les masses révolutionnaires, celui de février-juillet 1936 laisse les fascistes préparer leur coup d'État plutôt que d'armer les masses, celui de septembre 1936 à mai 1937 œuvre méthodiquement à liquider les formes supérieures de démocratie que sont les comités-

gouvernements et à stopper le processus révolutionnaire, enfin celui de juin 1937 à la fin de la guerre instaure une véritable dictature militaro-policière où tous les partis révolutionnaires sont persécutés et liquide toutes les conquêtes révolutionnaires. Bref, il n'y a pas de programme intermédiaire entre le programme de la révolution prolétarienne et celui de la réaction bourgeoise.

Le Front Populaire et ses champions staliniens : puissants pour stopper la révolution prolétarienne, impuissants pour lutter contre le fascisme

Les staliniens s'efforcent de justifier le front populaire par la nécessité d'opposer la plus grande force possible au fascisme. Pour y parvenir, expliquent-ils, il faut réunir tous ceux qui sont opposés au fascisme : socialistes, anarchistes, communistes, mais aussi bourgeois « démocrates ». Du point de vue de l'arithmétique parlementaire, il est vrai que la somme de tous ces partis est supérieure à celle des seuls partis ouvriers. Mais dans la réalité de la lutte des classes, les choses sont tout autres. En effet, le Front Populaire est une alliance entre partis ouvriers et partis bourgeois. Il réalise donc « l'alliance » de classes qui ont des intérêts opposés : c'est pourquoi les forces ne peuvent ici s'additionner. Tout au contraire, l'une des deux classes doit diriger l'attelage, subordonnant les forces de l'autre à la réalisation de son propre programme. Puisque le Front populaire repose sur un programme bourgeois, c'est-à-dire encadré par le respect de la propriété privée des moyens de production, le Front Populaire revient à mettre la force de masses révolutionnaires au service de la défense de l'État bour-

geois. En Espagne, cette alliance a pris une forme particulièrement caricaturale, celle de l'alliance avec « l'ombre de la bourgeoisie », vu que celle-ci se trouvait presque entièrement du côté de Franco, tandis qu'il ne restait du côté « républicain » que quelques-uns de ses représentants politiques. Les dirigeants républicains, comme Azaña, Companys, etc., ont pu jouer un rôle uniquement grâce à l'appui que les réformistes leur ont apporté. Mais pourquoi, s'ils étaient aussi insignifiants, les réformistes ont-ils fait alliance avec ces républicains ? Les bourgeois « démocrates » servaient aux chefs staliniens, sociaux-démocrates et anarchistes à se justifier devant les masses : bien sûr, nous sommes pour la révolution socialiste, mais nous ne devons pas la commencer maintenant, car Azaña, Companys & Cie, la France et l'Angleterre ne le veulent pas ; or, sans leur alliance, nous ne pouvons pas gagner la guerre. Pourquoi les républicains bourgeois cherchaient-ils l'alliance avec ceux qui officiellement étaient contre le capitalisme ? Parce que seul le prestige dont jouissaient les chefs réformistes pouvait permettre de faire accepter aux ouvriers la remise de la révolution à plus tard. Ces « champions de la démocratie » n'ont rien eu à redire aux méthodes dictatoriales et répressives du GPU quand ils ont compris que c'était la condition du maintien de la propriété privée des moyens de production.

Le rôle des anarchistes

La stratégie anarchiste ou plutôt son absence de toute stratégie révolutionnaire conséquente a fait faillite face à la révolution, comme Trotsky s'efforce de le montrer rigoureusement : « *Si les anarchistes avaient été des révolutionnaires, ils auraient avant tout appelé à la création de soviets réunissant tous les re-*

présentants de la ville et du village, y compris ceux des millions d'hommes les plus exploités qui n'étaient jamais entrés dans les syndicats. Dans les soviets, les ouvriers révolutionnaires auraient naturellement occupé une position dominante. Les staliniens se seraient trouvés en minorité insignifiante. Le prolétariat se serait convaincu de sa force invincible. L'appareil de l'Etat bourgeois n'aurait plus été en prise sur rien. Il n'aurait pas fallu un coup bien fort pour que cet appareil tombât en poussière. La révolution socialiste aurait reçu une impulsion puissante. Le prolétariat français n'aurait pas permis longtemps à Léon Blum de bloquer la révolution prolétarienne au-delà des Pyrénées (...)

« Cette seule autojustification : « Nous n'avons pas pris le pouvoir, non parce que nous n'avons pas pu, mais parce que nous n'avons pas voulu, parce que nous sommes contre toute dictature », etc., renferme une condamnation de l'anarchisme en tant que doctrine complètement contre-révolutionnaire. Renoncer à la conquête du pouvoir, c'est le laisser volontairement à ceux qui l'ont, aux exploiters. Le fond de toute révolution a consisté et consiste à porter une nouvelle classe au pouvoir et à lui donner ainsi toutes possibilités de réaliser son programme. (...) Le refus de conquérir le pouvoir rejette inévitablement toute organisation ouvrière dans le marais du réformisme et en fait le jouet de la bourgeoisie; il ne peut en être autrement, vu la structure de classe de la société (...)

Se dressant contre le but, la prise du pouvoir, les anarchistes ne pouvaient pas, en fin de compte, ne pas se dresser contre les moyens, la révolution. Les chefs de la C.N.T. et de la F.A.I. ont aidé la bourgeoisie, non seulement à se maintenir à l'ombre du pouvoir en juillet 1936, mais encore à rétablir morceau par morceau ce qu'elle avait perdu d'un seul

coup. En mai 1937, ils ont saboté l'insurrection des ouvriers et ont sauvé par là la dictature de la bourgeoisie. Ainsi l'anarchiste, qui ne voulait être qu'antipolitique, s'est trouvé en fait antirévolutionnaire et, dans les moments les plus critiques, contre-révolutionnaire » (Trotsky, « Espagne : dernier avertissement », décembre 1937).

Le POUM

Le POUM a certes défendu en paroles un programme trotskysant, mais dans la pratique il n'a été que l'extrême gauche du front populaire. Au lieu d'essayer de s'appuyer sur la mobilisation révolutionnaire des masses pour combattre le front populaire et avancer vers la conquête du pouvoir par le prolétariat, le POUM s'est efforcé de persuader les chefs réformistes de gauche et les anarchistes de le suivre, en essayant de leur démontrer la supériorité du capitalisme sur le socialisme. En outre, en constituant ses propres syndicats, ses propres milices, etc., le POUM s'est lui-même isolé des masses, alors qu'il aurait fallu au contraire travailler dans les organisations de masses, construire des cellules dans l'UGT et surtout la CNT. Si le POUM a sans doute sincèrement désiré la victoire de la révolution en Espagne, il a été dialectiquement, précisément en raison de sa politique centriste, le plus grand obstacle à la construction d'un véritable parti révolutionnaire en Espagne. De ce point de vue, la rupture de Nin et de la section espagnole de l'Opposition de Gauche avec le trotskysme et la IVe Internationale a eu des conséquences tragiques pour le prolétariat espagnol et mondial.



Andreus Nin, dirigeant du POUM

Les conditions de la victoire

La victoire du prolétariat et des masses opprimées dans la guerre civile est une question de stratégie révolutionnaire. Pour l'emporter, les masses doivent avoir conscience qu'elles ne luttent pas pour rétablir l'ancienne forme démocratique d'oppression, mais pour leur propre émancipation. Il faut à la fois commencer à réaliser le programme de la révolution sur le territoire occupé par le prolétariat et les masses et sur tout nouveau territoire conquis, faire de la propagande pour ce programme à l'arrière des troupes ennemies, car elles ne peuvent mener la guerre sans s'appuyer sur le mécanisme de l'exploitation capitaliste et de l'oppression. D'une part, ce sont des prolétaires, des paysans et en outre dans le cas de l'Espagne, des peuples colonisés, qui servent dans les rangs de l'armée de Franco. D'autre part, toute guerre suppose la production d'armes, de munitions et de vivres, réalisée par des prolétaires. S'il l'on parvient à les attirer au programme de la révolution sociale, alors cela affaiblit plus l'armée ennemie que n'importe quel arsenal militaire. C'est pourquoi il aurait fallu non seulement poursuivre la révolution engagée spontanément par les ouvriers dès juillet 1936 (expropriation d'usines et de terres, production sous contrôle ouvrier,

destruction de la police remplacée par des milices, etc.), mais aussi proclamer l'indépendance du Maroc pour désagréger les troupes d'élite de Franco, composées d'opprimés marocains, et apporter un soutien actif aux nationalistes marocains contre la domination impérialiste espagnole. La victoire sur les troupes italiennes en mars 1937 n'a été rendue possible que par une propagande et une agitation révolutionnaire de ce genre. Dans la politique extérieure, la révolution doit chercher non le soutien — impossible — de gouvernements bourgeois, mais celui des travailleurs et des peuples opprimés du monde entier.

Et l'armement, dira-t-on ? Pouvait-on se passer de l'aide de l'URSS ? Trotsky rétorque que, jusqu'à maintenant, les révolutions victorieuses n'ont pu compter que sur elles-mêmes, comme la révolution russe, face à l'hostilité de tous les pays capitalistes. Dire que l'aide d'une puissance extérieure serait nécessaire au succès de la révolution, ce serait décréter l'impossibilité d'une première révolution. En fait, il était tout à fait possible de réorganiser l'industrie en Espagne pour produire des armes suffisantes en qualité et en quantité pour gagner la guerre. Car, comment la Russie soviétique, pays arriéré, rendu exsangue par trois ans de

guerre impérialiste, aurait-elle pu triompher des armées de dix-huit pays impérialistes si une telle mission était impossible ? Mais, bien sûr, la victoire des bolcheviks dans la guerre civile s'explique d'abord et avant tout par leur politique révolutionnaire qui a permis de désagréger les armées ennemies.

1) Pour un examen plus précis de l'attitude oscillante et hésitante de Caballero, marquée par la contradiction entre un discours parfois révolutionnaire et une pratique réformiste, cf. *Au Clair de la lutte* n° 4, « La révolution et la guerre d'Espagne », 2e partie.

Tendance CLAIRE,
15 septembre 2009

LEXIQUE ET CHRONOLOGIE

Lexique et chronologie

Partis politiques et organisations syndicales en Espagne

- **CEDA** : Centre des droites autonomes (parti de droite réactionnaire).
- **La Phalange** : milice fasciste.
- **PSOE** : Parti Socialiste Ouvrier Espagnol
- **PCE** : Parti Communiste Espagnol (stalinien)
- **JS** : Jeunesses Socialistes (liées au PSOE)
- **JC** : Jeunesses Communistes (liées au PCE)
- **JSU** : Jeunesses Socialistes Unifiées (nées de la fusion des JS et JC, sous direction stalinienne en avril 1936)
- **FAI** : Fédération Anarchiste Ibérique (organisation politique anarchiste dirigeant la CNT)
- Parti Syndicaliste : parti réformiste fondé par Angel Pestana suite à son exclusion de la CNT par la FAI.

- **BOP** : Bloc Ouvrier et Paysan (parti centriste fondé par le boukharinien Maurin)
- **OGE** : Opposition de Gauche Espagnole, devenue ICE en 1932.
- **ICE** : Gauche Communiste Espagnole, nom pris par l'OGE en 1932 et conservé après la rupture avec le mouvement pour la IVe Internationale début 1936 lors de la signature du programme du Front Populaire.
- **POUM** : Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (né de la fusion du BOP et de la GCE en septembre 1935) **UGT** : Union Générale des Travailleurs, centrale syndicale du PSOE
- **CNT** : Confédération Nationale du Travail, centrale syndicale anarchiste, dirigée par la FAI.

Chronologie sommaire

- **Novembre 1933** - Elections aux Cortès remportées par les partis bourgeois de droite.
- **Octobre 1934** - Insurrection révolutionnaire aux Asturies lancée par l'Alliance Ouvrière (CNT-UGT-BOP-ICE) contre

l'arrivée au pouvoir de la CEDA. Elle est écrasée par l'armée.

- **Janvier 1936** - Signature du programme de Front Populaire par toutes les organisations ouvrières à l'exception de la CNT, dont les adhérents voteront cependant massivement pour le Front Populaire.
- **Février 1936** - Elections aux Cortès remportées par le Front Populaire
- **17-18 juillet 1936** - Pronunciamento (coup d'État) de Franco — Insurrection révolutionnaire des ouvriers pour contrer le coup d'État.
- **Fin juillet-début août 1936** - Les comités ouvriers, gouvernement de fait là où le putsch a échoué.
- **4 septembre 1936** - Constitution dans la partie de l'Espagne où le putsch a échoué d'un gouvernement bourgeois républicains-PSOE-PCE-UGT sous la direction de Caballero, avec le soutien de la CNT.

Tendance CLAIRE,
15 septembre 2009

Cette brochure est le supplément à Au CLAIR de la lutte n° 19 (n° ISSN : 2101-6135.).

Comité de rédaction : Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

- Site actualisé chaque jour : <http://tendanceclaire.org>
- Courriel : contact@tendanceclaire.org
- Téléphone : 06 64 91 49 63

Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA

★ Brochures thématiques ★

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
 - Textes sur la jeunesse
 - Textes sur l'art et la culture
 - Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
 - Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
-

★ Cahiers d'histoire des révolutions ★

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
 - La révolution espagnole (1936-1939)
 - Les révolutions russes
 - Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
 - Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
 - Les révolutions chinoises
-

★ Pour l'orientation ★

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

Pour vous les procurer

- site internet : tendanceclaire.org
- email : contact@tendanceclaire.org
- Téléphone : 06 64 91 49 63

Sommaire

Introduction	(p. 1)
– Introduction	(p. 1)
Première partie : 1930-1933	(p. 1)
– Le contexte	(p. 1)
– De la stabilisation capitaliste à la crise : de la dictature à sa chute	(p. 2)
– La République « sociale » (1931-1933)	(p. 6)
Deuxième partie : 1933-1936	(p. 9)
– Les problèmes de construction de l'Opposition de Gauche en Espagne	(p. 9)
– La République réactionnaire (1933-1936)	(p. 10)
– L'Octobre asturien	(p. 12)
– Du Front Populaire au <i>pronunciamiento</i>	(p. 13)
– Soulèvement révolutionnaire contre le <i>pronunciamiento</i>	(p. 15)
– Les organisations ouvrières face au problème du pouvoir	(p. 17)
Troisième partie : 1936-1939	(p. 19)
– La bourgeoisie liquide les comités-gouvernements et reconstruit l'État bourgeois avec l'aide de la CNT et du POUM	(p. 19)
– La politique de front populaire de Caballero provoque la formation d'une opposition de gauche et de droite	(p. 22)
– L'offensive contre-révolutionnaire	(p. 24)
– Les leçons politiques de la révolution et de la guerre d'Espagne ..	(p. 25)
Lexique et chronologie	(p. 29)
– Lexique et chronologie	(p. 29)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.org>
- Courriel : contact@tendanceclaire.org
- Téléphone : 06 64 91 49 63